

CHU DE CONSTANTINE

POLÉMIQUE SUITE AU DÉCÈS D'UNE SAGE-FEMME

Page 5

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 6757 - JEUDI 6 AOÛT 2020
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

FINANCE ISLAMIQUE

La BNA lance neuf produits

Page 3

DEUX ALGÉRIENS BLESSÉS, TEBBOUNE APPELLE AOUN

L'INSOUTENABLE DRAME DU LIBAN

Meurtri depuis des années par les dissensions politiques interminables, écrasé par l'ampleur d'une crise économique complexe et recroquevillé en raison des tensions sur ses frontières avec la Syrie et la Palestine occupée, le Liban vient encore de subir une catastrophe sans précédent. Deux puissantes explosions successives ont secoué ce mardi Beyrouth, faisant au moins 100 morts et plus de 4000 blessés. Ces explosions inouïes ont semé la désolation et la panique, provoquant un immense champignon de fumée dans le ciel de la capitale libanaise. Page16



CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

551 nouveaux cas, 427 guérisons et 13 décès en 24 heures

Page 2

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 213 blessés en 24 heures

Page 5

FORUM ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Appel à garantir un climat propice à l'investissement

Page 3

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

551 nouveaux cas, 427 guérisons et 13 décès en 24 heures

551 nouveaux cas confirmés de coronavirus, 427 guérisons et 13 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le nombre total de contamination à 33.055, des guérissons à 22.802et celui des décès à 1261.



«**551** nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 427 guérisons et 13 décès ont été recensés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le total des cas de contamination à 33.055, des guérisons à 21.802 et celui des décès à 1.261», a déclaré le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.

Le porte-parole a précisé, lors du point de presse quotidien de suivi de l'évolution de la pandémie en Algérie, que le taux de contamination à la Covid-19 s'élève à 73 cas pour 100.000 habitants, ajoutant que les nouvelles contaminations enregistrées les 24 dernières heures représentent 1,3 cas pour 100.000 habitants.

Les wilayas d'Alger (3.341 cas), Sétif (2.590 cas), Blida (2.548 cas), Oran (2.469 cas) et Constantine (1.107 cas) représentent à elles seules 37% des cas de contamination et 36% des décès enregistrés sur le territoire national.

Pr Fourar a également indiqué que 33 wilayas ont enregistré moins de 10 cas, tandis que les 15 autres ont recensés plus de 10 cas chacune.

Il a fait savoir que les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 57% des cas de contamination au nouveau coronavirus et celles âgées de plus de 60 ans représentent 30.30%.

Le responsable a aussi signalé que 73% des décès concernent des personnes âgées de plus de 60 ans et celles âgées entre 25 et 60 ans en représentent 25%.

Concernant le nombre de personnes hospitalisées en réanimation, indicateur de la pression de l'épidémie sur le système hospitalier, Pr Fourrar a fait état d'une légère baisse, avec 54 patients admis dans les unités de soins intensifs à travers le pays (57 cas la veille).

Enfin, le responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique de la part des citoyens, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques. Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, particulièrement celles souffrant de maladies chroniques. Dans le monde, la pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 701.112 morts depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi hier à partir de sources officielles.

Plus de 18.572.720 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 10.917.200 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Sur la journée de mardi, 6.784 nouveaux décès et 252.972 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.302 nouveaux morts, le Brésil (1.154) et le Mexique (857).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 156.830 décès pour 4.771.846 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Au moins 1.528.979 personnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 95.819 morts pour 2.801.921 cas, le Mexique avec 48.869 morts (449.961 cas), le Royaume-Uni avec 46.299 morts (306.293 cas), et l'Inde avec 39.795 morts (1.908.254 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 85 décès pour 100.000 habitants, suivi par le Royaume-Uni (68), l'Espagne (61), le Pérou (61), et l'Italie (58).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 84.491 cas (27 nouveaux entre mardi et mercredi), dont 4.634 décès (0 nouveau), et 79.047 guérisons.

L'Europe totalisait mercredi à 11h00 GMT 211.603 décès pour 3.256.677 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 206.713 décès (5.120.531 cas), les Etats-Unis et le Canada 165.818 décès (4.889.179 cas), l'Asie 66.979 décès (3.113.070 cas), le Moyen-Orient 28.637 décès (1.192.975 cas), l'Afrique 21.083 décès (979.057 cas), et l'Océanie 279 décès (21.239 cas).

Mohamed Mecelti

LUTTE CONTRE LA COVID-19

Benbouzid reçoit le DG adjoint d'Ooredoo

LE MINISTRE de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, en compagnie du ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, Smaïl Mesbah, a reçu mardi le directeur général adjoint de l'opérateur multimédia de téléphonie mobile Ooredoo, Bassam Al Ibrahim, a indiqué hier mercredi un communiqué du ministère.

«En cette conjoncture marquée par la propagation du nouveau Coronavirus (Covid-19), Ooredoo a tenu à exprimer sa volonté à participer à l'élan de solidarité en direction du secteur de la santé dans sa lutte contre cette pandémie», précise le communiqué .

Pour cela, «un don comprenant des dispositifs médicaux au profit des structures de santé, en vue de les conforter dans leurs missions d'assistance aux patients atteints de l'infection du covid-19, a été remis par le responsable de l'opérateur», note le communiqué, précisant que «cet apport vient s'ajouter à la contribution active de l'Opérateur mobile dans la lutte contre la pandémie du covid-19».

Le ministre «a remercié, à cette occasion, le directeur général adjoint et a salué le geste d'Ooredoo dont l'objectif est d'apporter son appui aux autorités sanitaires dans leur lutte contre la propagation de cette pandémie», relève la même source.



Par ailleurs, Ooredoo continue d'apporter son soutien aux efforts déployés dans la lutte contre la propagation de la pandémie Covid-19 et lance en partenariat avec le Croissant Rouge Algérien une opération de distribution de cartes SIM au profit des ressortissants Algériens rapatriés et confinés dans les hôtels réquisitionnés à cet effet.

Cette opération de distribution de cartes SIM concerne les ressortissants algériens rapatriés depuis l'étranger et sont hébergés au niveau des différents hôtels des wilayas de Constantine, Annaba, Bejaia, Boumerdes, Oran et Alger pour leur permettre de garder contact avec leurs proches et de rester connectés pendant la période de leur confinement.

Ils bénéficient également d'un accès gratuit aux applications Anaflix, qui offre un accès illimité à un contenu cinématographique local ; et Anazik, qui offre une large sélection de morceaux musicaux de tous les horizons artistiques.

Il y a lieu de rappeler que depuis le début de cette pandémie, Ooredoo a multiplié ses actions aux côtés de son partenaire le croissant Rouge Algérien ; notamment l'octroi d'une donation de 27 millions de dinars pour soutenir les efforts du CRA dans la lutte contre le Coronavirus, ainsi que d'autres initiatives telles que le lancement une caravane de solidarité au profit du personnel soignant et les familles défavorisées et le don des équipements médicaux au profit de l'hôpital de Boufarik. A travers cette louable initiative, Ooredoo réitère son engagement et son implication en tant qu'entreprise citoyenne dans la lutte contre cette pandémie et à accompagner les algériens durant cette conjoncture difficile.

M. B.

AFIN D'ENCOURAGER L'ÉPARGNE ET LA CONSOMMATION

La Banque Nationale d'Algérie lance neuf produits islamiques

La banque nationale d'Algérie (BNA) s'apprête à mettre sur le marché ses produits bancaires répondant aux normes de la finance islamique afin d'encourager l'épargne et la consommation, deux pivots de la croissance économique. A ce titre, le Premier ministre Abdelaziz Djerad a souligné que l'activité de la finance islamique sera généralisée à travers l'ensemble du territoire national, afin de faire profiter toutes les wilayas de ce type de produits bancaires, ajoutant que l'Algérie accuse un retard dans ce domaine.



L'application de la finance islamique s'inscrit, dit le Premier ministre, dans le cadre des orientations du Gouvernement visant à développer le système financier et à diversifier ses produits et services. Il a précisé que ce nouveau système sera désormais appliqué et généralisé graduellement, en adoptant des méthodes scientifiques et précises dans le cadre des principes de la charia, et ce dans le but de gagner la confiance du citoyen.

«Nous pouvons tirer profit de l'expérience des pays musulmans pionniers dans ce domaine», a soutenu M.Djerad. Il a préconisé, dans ce sens, de former les cadres dans les règles et techniques de la finance islamique, incitant les banques à s'ouvrir aux clients et à leur fournir les informations et explications nécessaires sur l'activité de la finance islamique et les modalités d'accès à ses produits.

Dans ce contexte, il a souligné l'importance de moderniser et de numériser le système bancaire pour remédier au problème de liquidités qui ressurgit, à chaque fois, au niveau des établissements bancaires et des centres postaux. Pour ce faire, il va falloir rétablir la confiance avec le citoyen et l'encourager à utiliser les cartes bancaires pour les opérations de retrait. Cela d'autant que les clients des banques manifestent encore une certaine résistance à ce genre de changement.

Ainsi, la BNA prévoit le lancement, fin septembre prochain, de l'activité de la finance islamique et ce à travers 32 agences de son réseau, implantées dans les différentes wilayas, selon le président directeur général de la BNA, Miloud Ferhati.

Quant à la formation des cadres dans le domaine de la finance islamique, M. Ferhati a fait savoir qu'à ce jour, 130 cadres ont été formés afin de leur permettre de mettre en place cette activité.

La BNA avait proposé diverses formes d'épargne et de financement conformes à la Charia, explique-t-il, lesquelles ont été approuvées par l'Autorité religieuse nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique.

Concernant la nature de l'activité de finance islamique, Kamel Bouzidi, membre du Haut Conseil islamique (HCI) et membre du l'Autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique, chargé de la supervision de ces activités, a précisé que la finance islamique se base, dans son activité, sur la vente, le crédit-bail ou la Mourabaha et qu'elle ne prête pas d'argent.

Dans cette optique, neuf produits seront proposés aux clients de la BNA. Il s'agit de Ijara Tamlikia, Ijara matériels, Mourabaha automobile, Mourabaha équipement, compte épargne islamique «jeunes», compte chèque islamique, compte courant islamique, mourabaha immobilier et compte épargne islamique.

Quatre de ces produits sont des produits d'épargne, destinés à mobiliser les ressources des banques, et cinq autres sont destinés à financer divers projets, a-t-il précisé.

Le premier objectif du recours à la finance islamique est de garantir la circulation de l'argent dit «halal» et de gagner la confiance des clients, en vue d'épargner leur argent au sein des banques afin de financer divers projets, a-t-il soutenu.

Il a en outre expliqué que les banques opérant dans l'activité de la finance islamique ne prélevaient pas d'intérêts pour les services fournis, mais plutôt elles perçoivent un certain pourcentage des bénéfices générés des opérations de vente, d'achat, de location et de Mourabaha qu'elles effectuent au profit de leurs clients.

Il a souligné que ce type de banques n'accorde pas de crédits avec intérêts, à l'instar des activités bancaires classiques.

Pour rappel, la BNA a obtenu son certificat de conformité à la finance islamique jeudi dernier, pour être ainsi la première banque publique à avoir obtenu de la banque d'Algérie son autorisation de mise sur le marché des produits bancaires relevant de la finance islamique.

A. Mehdid

FORUM ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Appel à garantir un climat propice à l'investissement

L'ALGÉRIE dispose d'importants moyens et opportunités d'investissements pouvant être concrétisés en projets dans le cadre de programmes ambitieux et prometteurs.

Pour se faire, les participants au forum économique international, organisé, du 4 au 8 août à Alger par le Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement, sous le thème «le développement du commerce, de l'investissement et le transfert des technologies », ont plaidé pour la mise en place d'une batterie de mesures incitatives garantissant un climat institutionnel et politique propice à l'investissement.

Ils ont également souligné la nécessité de revoir le régime de change, ainsi que de rétablir la confiance et l'image du pays.

Mehmed Amine Boutalebi, directeur du Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement, a souligné, dans une déclaration au Jeune Indépendant, la nécessité d'un changement stratégique dans la politique de l'investissement et d'un redressement de l'économie algérienne. « Il est essentiel de mettre en œuvre une stratégie claire pour le renforcement des investissements et des partenariats gagnant-gagnant afin de concilier la préservation des ressources naturelles et le développement économique», a-t-il insisté.

Expliquant que l'objectif du forum est de promouvoir l'Algérie en tant que destination d'investissement pour attirer des capitaux et des investissements étrangers, M. Boutalbi a affirmé que plusieurs parties souhaitent investir en Algérie dans divers secteurs, notamment ceux de l'agriculture, le tourisme et les énergies renouvelables, et ce par le biais de partenariats.

69 pays souhaitent investir en Algérie, parmi eux des pays arabes du Golfe, l'Ukraine, la Russie et la Chine.

De son côté, l'ambassadeur de l'Ukraine en Algérie, Maxim Sobh, qui a participé à cet évènement, a rassuré de la volonté de son pays d'investir en Algérie, expliquant qu'une visite d'importants investisseurs ukrainiens en Algérie a été reportée en raison de la crise sanitaire mondiale.

« Afin de faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays, un conseil d'investissement algéro-ukrainien sera mis en place», a poursuivi le diplomate, relevant que l'objectif est de créer un dispositif permettant d'encadrer les échanges bilatéraux.

Il affirmé que son pays tient à approfondir les relations économiques bilatérales avec des coopérations à longs termes, qui ne se limitent pas à l'import-export.

Par ailleurs, M. Sobh a déploré une baisse de 40% dans les échanges commerciaux entre les deux pays depuis mars dernier, assurant que des mesures urgentes sont prises pour faire face à cette situation.

Pour sa part, le membre de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale, Houari Tigharsi, a préconisé de se pencher davantage sur les investisseurs locaux à travers une stratégie économique à long terme, soit pour les 20 à 30 ans à venir, rappelant que plus de 60 milliards de dollars de capitaux transitent sur le marché parallèle.

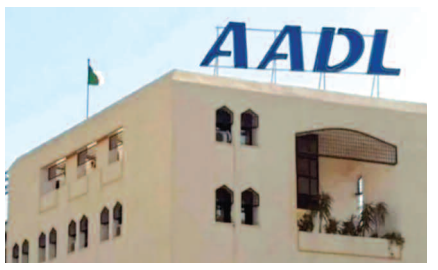
« L'Algérie doit offrir un environnement d'investissement attractif pour les locaux et les étrangers », a relevé le député, sollicitant un meilleur accompagnement du gouvernement, avec, entre autres, davantage de facilitations.

M. Tigharsi a ainsi appelé à la libéralisation de l'investissement, la modification de la gouvernance, et la transformation du mode de fonctionnement de l'économie.

Il a par ailleurs relevé l'importance d'inciter les citoyens à épargner et les banques à investir, appelant à plus de rapidité dans la prise de décision.

Pour une relance économique de l'Algérie, tous les blocages administratifs et les contraintes de la bureaucratie doivent être levés, ce qui incitera les hommes d'affaires de venir investir en Algérie au lieu de s'installer à l'étranger et dans les pays voisins.

Mohamed Mecelti



AADL-SEAAL

Un protocole d'accord pour assurer l'AEP des cités

L'AGENCE nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a signé mercredi un protocole d'accord avec la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) prévoyant la prise en charge de la gestion des structures d'AEP dans les cités AADL, a indiqué un communiqué de l'agence. L'accord a été signé par le directeur général de l'AADL, Mohamed Tarek Belaribi, et le directeur général de la SEAAL, Brice Cabibel, au siège de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement à Alger, en présence du directeur général adjoint à la gestion immobilière, Rachid Belas. Le protocole qui concerne les wilayas d'Alger et de Tipaza intervient dans le prolongement des conventions conclues entre les ministères de l'Habitat et des Ressources en eau. Il prévoit la prise en charge de la gestion des structures d'AEP dans les cités AADL, des travaux de maintenance, de suivi et d'intervention, et de l'exploitation des réservoirs d'eau, des pompes et des réseaux de distribution d'eau potable. Le protocole vise à améliorer les services d'AEP et à faire face aux coupures d'eau récurrentes dans les cités AADL.

S. N.

DÉVELOPPEMENT RURAL À MÉDÉA

La direction agricole cherche des ruches

LA DIRECTION des services agricoles vient de lancer deux appels d'offre pour l'acquisition de 500 ruches d'abeilles pleines, et pour la réalisation et l'aménagement de pistes carrossables, des opérations inscrites dans le cadre de son programme de développement rural. En effet, un appel à manifestation d'intérêt n° 02/2020 du 3 août 2020 portant «Acquisition de 500 ruches pleines et équipement d'élevage apicole» invitant les entreprises et les fournisseurs inscrits au Registre de commerce ou possédant un agrément dans le domaine de l'apiculture à soumissionner. L'opération d'acquisition de 500 ruches est répartie en 3 lots et touche 14 communes, à savoir Djouab (50), Sidi Zahar(50) Chellalet El Adhaoura (10), Tafraout (50) Cheniguel(40), Aïn Boucif(50), Kef Lakhdar (50), Chahbounia(15), Boughezoul (25), Bouaiche (10), Ksar El Boukhari (30), M'Fatha (30), Saneg (40), Aziz (50). L'opération ayant été lancée conformément à la décision n°267 du 29/03/2020 portant «Appui aux éleveurs et aux petits exploitants agricoles» de la wilaya de Médéa, est indiqué. Par ailleurs, un avis de consultation avec procédures adaptées n°03/2020 du 3 août 2020 portant «Etude de réalisation et aménagement de pistes communes Aziz (3,5 km) et Tafraout (3 km) a également été lancée par la direction des services agricoles de Médéa.

Nabil B.

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Lancement d'un portail des appels d'offres pour les start-up

Un portail électronique des appels d'offres et consultations (www.safqatic.dz) dédié aux start-up et microentreprises activant dans le secteur de la poste et des télécommunications a été lancé hier mercredi à Alger.



La cérémonie de lancement a eu lieu en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises, Nassim Diafat, et du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la Connaissance des starts-up, Yacine El-Mehdi Walid.

M. Boumzar a déclaré, en marge de cette cérémonie, que ce portail «a été conçu et développé en concertation et en coordination avec les trois parties, en concrétisation des clauses de la convention cadre conclue en juin dernier visant à encourager et accompagner les jeunes porteurs de projets».

Il a, toutefois, tenu à signaler, que «bien que ce portail ne se substitue pas aux dispositions légales en vigueur portant l'obligation de la publication des marchés publics sur des supports écrits, il compte parmi les moyens modernes qui seront utilisés pour plus d'équité et de transparence, et une concurrence à plus large échelle, dans les processus d'obtention de ces marchés». Le ministre a exprimé son espoir de voir ce portail devenir «l'un des outils les plus efficaces pour permettre aux jeunes entrepreneurs de participer aux projets de commande publique, et donc de participer aux efforts de développement national.

Ce nouveau portail servira, dans une première phase, à publier tous les marchés publics relatifs à la réalisation de projets relevant du secteur de la poste et des télécommunications. Il permettra, dans une seconde phase, à la concrétisation de l'opération de numérisation totale du processus des marchés du début jusqu'à la fin, depuis la publication des cahiers des charges jusqu'à l'octroi final, a-t-on indiqué lors de la présentation de ce site web.

Le portail «safqatic» permettra, dorénavant, aux jeunes, qui se plaignaient de ne pas accéder à l'information, de trouver dans ce portail un moteur de recherche conçu pour filtrer tous les appels d'offres, consultations et opportunités du secteur par wilayas et domaines d'activité, a-t-on ajouté. En plus de contenir une rubrique permettant d'accéder aux textes de lois applicables aux délits relatifs aux marchés publics, le portail, qui est à caractère interactif, comporte une fenêtre ouverte à tous les secteurs qui voudront apporter leurs contributions et propositions pour l'amélioration de la performance et l'enrichissement du contenu, a-t-on expliqué.

Dans le même sillage, il sera procédé à l'annonce de l'appel à manifestation d'intérêt destiné aux petites entreprises et starts-up activant dans le domaine de la poste et des télécommunications, et dont la contribution constituera une source d'information qui servira de base de données référentielle répertoriant ces entreprises, dont le secteur dépendra comme partenaire dans ses programmes de développement, a-t-on fait valoir.

H. B.

PÉTROLE

Le panier de l'Opep progresse à 44,27 dollars

LE PRIX du panier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), constitué de prix de référence de 13 pétroles bruts, s'est maintenu à plus de 44 dollars, selon les données de l'Organisation publiées hier mercredi sur son site web.

Ce panier de référence de l'Opep (ORB), qui comprend le pétrole algérien (le Sahara Blend), s'est établi à 44,27 dollars le baril mardi après avoir débuté la semaine à 44, 02 dollars, a précisé la même source.

La valeur de l'ORB a connu une amélioration en ce début de mois d'août en s'établissant à plus 44 dollars avec l'entrée en vigueur de la troisième phase de l'application de l'accord de baisse de production signé par les pays de l'Opep et non Opep en avril dernier. Cette phase porte une baisse de 7, 7 millions de dollars, ce qui inferieur par rapport aux réductions appliquées lors des mois du mai, juin et juillet. Cependant, cela n'a pas empêché les prix de l'or noir de débuter le mois courant en hausse, d'ailleurs le Brent, brut de référence de la mer du Nord, côté sur le marché de Londres sur le quel est établi le Sahara Blend a fini la séance du mardi à 44,43 dollars ,en hausse de 28 cents ou 0,6%.

Pour la matinée de ce mercredi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 45,38 dollars à Londres, en hausse de 2,14% par rapport à la clôture de mardi.

Ce maintien des prix autour de 44 dollars intervient dans un contexte d'évolution de la crise sanitaire du Covid-19 et des craintes de ses conséquences sur la demande. Des analystes estiment que les prix ont été soutenus ce mercredi par la baisse des stocks de brut américain pour la semaine achevée le 31 juillet , en qualité de témoin de la vigueur de la demande chez le premier consommateur mondial d'or noir.

Les prix restent aussi soutenus par les efforts de l'Opep et ses partenaires en maintenant le niveau de baisse de leur production pétrolière pour ce mois d'août qui est de 7,7 millions de baril par jour après avoir appliquer pour les mois de mai et juin la première phase de baisse de production qui était 9,7 millions de barils par jour (mbj).

Ils avaient aussi appliqué lors du mois de juillet une coupe de production de l'ordre de 9,6 millions de barils par jour.

Une nouvelle réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'Opep et Non Opep (JMMC) est attendue pour le 18 août afin de suivre l'évolution du marché pétrolier et le niveau de conformité des pays signataires de l'accord pour le mois de juillet.

M. B.

CHU DE CONSTANTINE

Polémique suite au décès d'une sage-femme

Quelques jours après le décès par la Covid -19 d'une sage-femme du service de maternité du CHU Dr Benbadis à Constantine, des langues se délient pour évoquer les circonstances ayant entouré ce drame.



Les proches de la victime, âgée à peine de 25 ans, sont montés au créneau et accusent de laxisme les responsables de l'établissement hospitalier lesquels, disent-ils, n'ont pas pris en charge à temps leur enfant, pourtant faisant partie du personnel de la structure.

Aussi, il s'est avéré que leur fille n'avait pas de couverture sociale, situation vécue par une dizaine d'autres employés, recrutés à la même période, soit en octobre 2019. Disposition qui serait à en croire un proche de l'administration de l'hôpital lié à un léger retard dans la mise jour du fichier de la sécurité sociale non encore établie, procédure tout à fait réglementaire, selon la même source.

Pour rappel, l'ancienne direction du CHU Dr Benbadis avait procédé en 2019 au recrutement d'une vingtaine d'employés, des sages-femmes et des préparateurs en pharmacie afin de combler un manque constaté durant cette période. Selon des sources syndicales, les nouvelles recrues installées pourtant au mois d'octobre 2019, ont été rappelées par leur direction en janvier 2020 pour justement rattraper une maladresse administrative.

Seulement après le décès de la jeune sage-femme, il s'est avéré que ses collègue étaient confrontés à la même situation vis-à-vis de la sécurité sociale, ce qui a poussé deux députés à réagir, Lakhdar Benkhellaf du parti Justice et développement et Youcef Adjissa du MSP.

Le représentant d'Abdellah Djabalah a condamné via les réseaux sociaux, le laisser aller auquel est confrontée la structure hospitalière notamment dans la prise en charge des malades de la covid-19. «La défunte sage-femme n'a pas pu décrocher un lit pour sa prise en charge, a-t-il écrit, en raison de la situation qui prévaut au niveau du CHU», laquelle a été contrainte de recourir à l'hôpital de Didouche Mourad pour son hospitalisation où malheureusement elle a succombé. Quant au représentant du parti de Abderazak Makri, il a effectué une visite au domicile de la défunte mardi pour présenter ses condoléances à sa famille.

A noter toutefois que dans une lettre postée par une proche de la sage-femme bien au fait de la chose médicale, la défunte a été victime d'un syndrome de détresse respiratoire aigu en raison d'une surinfection bactérienne avec suspicion d'embolie pulmonaire, ce qui a rendu presque impossible son intubation en urgence, d'autant que l'oxygène avait fait défaut durant cette période.

«Le comble dans tout cela, est-il écrit, en raison du manque de lits au niveau de l'hôpital de Didouche Mourad, la malheureuse a seulement eu droit à une hospitalisation sur chariot avant qu'il ne soit décidé son évacuation vers le CHU, où il était impossible dit-elle de lui «dénicher» un lit au niveau du service covid-19. La sage-femme n'avait pu tenir, elle décèdera dans les 24 heures qui ont suivi .

Une autre affaire s'est révélé cette fin de semaine à Constantine. Le rappel de dix-sept résidents chirurgiens affecté au niveau du service covid-19 à l'hôpital de Didouche Mourad, par le doyen de la faculté de médecine relevant du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Ce dernier aurait décidé de récupérer ses «étudiants», avec l'appui du président du comité pédagogique régional de chirurgie qui avait estimé que ces dix-sept éléments n'avaient pas reçu la formation nécessaire et donc n'étaient pas encore prêts à affronter une situation aussi compliquée que celle à laquelle est confrontée la corporation médicale sur le front de la lutte contre la covid-19.

Ce qui a tronqué une bonne partie du personnel de la structure de Didouche Mourad. Face au souci du manque de personnel médical d'autant que cinq parmi les spécialistes de médecine interne affilié au niveau de la structure ont été contaminés par le coronavirus et se trouvent actuellement en confinement, l'établissement hospitalier a dû recourir après le désistement de deux autres assistants en arrêt de travail, au recrutement d'une douzaine de généralistes et le rappel de médecin affecté au service de la consultation pédiatrique, lequel s'est du coup retourné amoindri, précise le professeur Assia Bensalem du service de l'oncologie à la même structure.

Parallèlement à cet imprévu, le wali a chargé le directeur par intérim de la santé afin de trouver le plus tôt une solution, à en croire une source proche de la direction de la santé.

Selon le professeur Bensalem, le flux de malades au niveau de la structure hospitalière de Didouche Mourad a chuté de moitié.

Le service covid-19 reçoit en moyenne une cinquantaine de malades par jour alors qu'ils étaient près d'une centaine avant les fêtes de l'aïd.

Amine B.

PÉNURIE D'EAU

L'agence ADE de Bouzguene fermée par les citoyens

POUR attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur triste sort en matière d'eau potable, les comités de villages de la commune de Bouzguène ont décidé de faire recours, hier, à l'action musclée. Et comment, ils ont fermé tout bonnement l'agence ADE locale. Il faut reconnaître que les habitants de Bouzguène souffrent depuis de très longues années de la disette d'eau potable. Malgré les différents plans proposés et les nombreuses promesses d'endiguer ce problème définitivement, les robinets des foyers de cette commune se situant presque au pied de la montagne du Djurdjura sont toujours à sec.

La crise, déjà aiguë, s'accentue durant la saison estivale et les périodes de chaleur. Aussi, suite à la fermeture de cette agence locale, la direction de l'ADE de Tizi-Ouzou a rendu public un communiqué, dont l'objectif est bien entendu d'apporter quelque clarification à cette situation déplorable. Le communiqué souligne que la région de Bouzguène, alimentée à partir de la source d'Aderdar, et que «la capacité de production de cette dernière connait depuis le début de la saison estivale une baisse précoce et significative, passant de 1600 M3/jour à 800 M3/jour.

La dotation est donc passée à 1 jour/15 pour certains villages. Cette situation a contraint nos services d'établir un programme de distribution drastique, eu regard du volume d'eau disponible».

«Ainsi, poursuit le communiqué, d'un commun accord avec la coordination des comités de village de Bouzeguene, initiatrice de l'action de protestation du 5 août, les programmes de distribution seront à ce titre réorganisés.

Une réunion technique sera donc tenue, avant la fin de la semaine en cours, avec les représentants de la coordination, pour établir les nouveaux programmes de distributions».

Comme mesures d'appoint, la direction de l'ADE de Tizi-Ouzou affirme que le dispositif dit «citernage» déjà mis en place, sera renforcé «incessamment avec l'arrivée d'autres camions».

Saïd T.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Cinq morts et 213 blessés en 24 heures

CINQ PERSONNES ont trouvé la mort et 213 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation, survenus à travers différentes régions du pays durant les dernières 24 heures, selon un bilan publié, hier, par les services de la Protection civile.

Les éléments de la protection civile sont intervenus pour la prise en charge des victimes des accidents de la circulation, ou 131 interventions ont été effectuées durant la période allant du 4 au 5 août, suite à plusieurs accidents de la route à travers plusieurs wilayas, a indiqué le même communiqué de la DGPC.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger, avec 02 personnes décédées et 13 autres blessées avec un nombre de 11 interventions.

Durant cette même période, les unités de la protection civile ont enregistré 2844 interventions, dans les différents types d'interventions pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuation sanitaire, extinction d'incendies et dispositifs de sécurité et ainsi les opérations de sensibilisations et de désinfections relatifs au Covid-19.

Concernant le dispositif de la protection civile de lutte contre les incendies de forêts et récoltes, on a enregistré durant la même période 17 incendies, dont 09 incendies de forêts, 04 incendies de maquis, 01 incendie d'herbe, 03 incendies de récoltes, ayant causé des pertes estimées 813 ha de forêt, 440 ha de maquis, 326 ha d'herbes, 2350 bottes de foins et 300 arbres fruitiers brûlés.

Pour ce qui est activités de lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus, les unités de la protection civile ont effectués durant les dernières 24 heures, 122 opérations de sensibilisation à travers 16 wilayas (54 communes), rappelons les citoyens sur la nécessité du respect du confinement ainsi que les règles de la distanciation physique.

Aussi ces unités ont effectué 96 opérations de désinfections générales à travers 17 wilayas (57 communes) préalablement ciblées.

Ces opérations ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publiques et privés, quartiers et ruelles, ou la DGPC a mobilisé pour les deux opérations 402 agents de la Protection Civile, tout grade confondue, 64 ambulances, 24 engins, ainsi que la mise en place des dispositifs de surveillance dans 08 sites d'hébergements destinés au confinement des citoyens rapatriés à travers 05 wilayas : Alger, Mostaganem, Boumerdés, Ain Defla, Annaba et Skikda.

A souligner l'intervention des secours de la wilaya de Sétif suite à une explosion, suivie d'un effondrement, à l'intérieur d'une mine d'exploitation du zinc, au lieudit Chaaba El Hamra, commune d'Ain Azal, causant 02 décès et 01 autre blessé, traité sur place puis évacué vers l'hôpital local. Aussi, les secours de la wilaya de Tizi Ouzou sont intervenus pour le repêchage 02 personnes de sexe masculin âgés de 20 et 22 ans, décédées noyés en mer à la plage Azefoune centre à proximité du port de la commune.

Lynda Louifi

ÉTATS-UNIS

Joe Biden dévoile une campagne publicitaire à 280 millions de dollars

Joe Biden, candidat démocrate à l'élection présidentielle de novembre aux États-Unis, va inonder les télévisions et les réseaux sociaux avec une vaste campagne publicitaire dont le coût atteindra 280 millions de dollars (environ 236 millions d'euros) d'ici au scrutin du 3 novembre, a annoncé mercredi son équipe de campagne.

À titre de comparaison, ce montant dépasse celui des dépenses publicitaires engagées depuis 2017 par son adversaire, l'actuel président Donald Trump.

Cette somme conséquente, qui financera des publicités diffusées dans quinze États, traduit une franche accélération des dépenses publicitaires de l'ancien vice-président de Barack Obama, qui a peiné à réunir des fonds pendant les primaires démocrates et dont la première campagne publicitaire à large échelle en vue de la présidentielle date seulement du mois de juin. Selon des cabinets d'études sur les médias, Donald Trump a pour l'instant réservé pour 150 millions de dollars de spots publicitaires télévisés dans onze États à l'automne.

Jusqu'ici, les dépenses publicitaires de l'actuel locataire de la Maison blanche (sur Facebook, Google et dans des spots télévisés) dépassaient significativement celles de Joe Biden.

Cette nouvelle vague de réservations d'espaces publicitaires (dont 60 millions sont dédiés à la publicité en ligne) va siphonner les comptes de campagne du candidat démocrate, dont les équipes avaient précisé mi-juillet disposer de 242 millions de dollars. Elle confirme également que la confrontation Trump-Biden sera l'élection présidentielle américaine la plus chère de l'histoire. La campagne de Joe Biden a repris de l'élan ces dernières semaines, portée par des sondages nationaux donnant l'ancien vice-président en tête ainsi que par les 282,1 millions de dollars de dons récoltés par les démocrates entre avril et juin, une collecte trimestrielle dépassant pour la première fois les montants engrangés par Donald Trump.



« CETTE ÉLECTION EST UN VÉRITABLE RÉFÉRENDUM SUR TRUMP »

Cette nouvelle campagne de l'ex-sénateur démocrate de 77 ans, sera notamment diffusée dans les États bascule (swing States) que sont la Pennsylvanie, le Michigan et le Wisconsin, mais aussi dans des États généralement acquis aux Républicains où l'ancien vice-président compte relancer le jeu à l'automne, comme l'Arizona et la Géorgie. D'après Jen O'Malley Dillon, directrice de campagne du candidat démocrate, ces publicités – qui dépeindront Joe Biden comme un dirigeant empathique, à la différence de son adversaire - traduiront la volonté de passer à l'offensive. Cette élection est un véritable référendum sur Donald Trump et sa gestion ratée du COVID mais aussi de l'économie, a-t-elle déclaré à des journalistes. Lors de sa campagne victorieuse en 2016, Donald Trump s'est largement appuyé sur une couverture médiatique gratuite mais la campagne pour sa réélection, qui a commencé dès 2017, a déjà dépensé 237 millions de dollars (sans compter les centaines de millions de dollars supplémentaires dépensés par le parti républicain et les autres alliés du président en exercice). Ces sommes ont financé des publicités attaquant Joe Biden, avant même que sa nomination comme candidat démocrate ne soit officielle. Dans les publicités actuellement diffusées par la campagne de Trump, l'ancien vice-président est décrit comme étant sous le contrôle d'activistes radicaux d'extrême-gauche. À trois mois du scrutin, il s'agit pour les deux camps de tenter par tous les moyens d'attirer l'attention des électeurs, alors que la crise sanitaire liée au nouveau coronavirus empêche les grands rassemblements de campagne.

Joe Biden et sa colistière – dont le nom doit être annoncé sous peu – seront formellement investis mi-août lors d'une convention nationale démocrate qui se tiendra en visioconférence. Donald Trump a de son côté décidé d'annuler les rassemblements publics prévus fin août en Floride pour la convention nationale républicaine. Les délégués du Parti républicain doivent cependant se réunir à Charlotte (Caroline du Nord) pour le désigner officiellement comme candidat et des rassemblements virtuels devraient être organisés.

R. I.

PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE

Plus de 900 000 nouveaux électeurs se sont enrôlés

LA RÉVISION des listes électorales porte le nombre total d'inscrits à 7,5 millions, pour une population de 25 millions d'habitants. Plus de 900 000 nouveaux électeurs se sont inscrits sur les listes électorales en Côte d'Ivoire cette année, portant leur nombre total à 7,5 millions avant l'élection présidentielle d'octobre, a annoncé le président de la Commission électorale indépendante (CEI), mardi 4 août.

« Après le traitement des données » de l'opération de révision des listes menée du 10 juin au 5 juillet, « le nombre de nouveaux électeurs inscrits s'élève à 904 956 », a déclaré Ibrahime Coulibaly-Kuibiert lors d'une conférence de presse. Il a relevé un « bond quantitatif » dans cette révision, celle de 2018 n'ayant en effet permis d'enrôler que 277 000 nouveaux électeurs. En 2019, il n'y avait pas eu de révision, bien qu'elle doive être menée chaque année selon la loi, a-t-il précisé.

Les chiffres pour 2020 sont quasi définitifs mais peuvent encore évoluer légèrement à l'issue de la période de contentieux, qui permet aux électeurs de contester une inscription ou une absence d'inscription, a précisé M. Coulibaly-Kuibiert. Avant la révision, la CEI avait estimé que 5 millions d'Ivoiriens n'étaient pas inscrits, tout en relevant que seulement 250 000 personnes en moyenne s'enregistraient lors de chaque révision annuelle.

UN COÛT DE 100 MILLIONS D'EUROS

La Côte d'Ivoire compte 25 millions d'habitants, avec une population très jeune et plusieurs millions de résidents étrangers. Il n'existe pas de statistiques récentes et fiables sur le nombre exact d'Ivoiriens majeurs. A propos de la polémique lancée par des partisans de l'ancien président Laurent Gbagbo qui protestent contre son absence, selon eux, des listes électorales, M. Coulibaly-Kuibiert a expliqué que toute personne condamnée pour un délit ou un crime à une privation de ses droits civiques était rayée des listes lors de la révision.

En novembre 2019, la justice ivoirienne a condamné en appel par contumace M. Gbagbo à vingt ans de prison pour le « braquage » de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest pendant la crise post-électorale de 2010-2011.

Dix ans après cette crise qui avait fait quelque 3 000 morts, la présidentielle du 31 octobre, qui va coûter 65 milliards de francs CFA (environ 100 millions d'euros) selon la CEI, s'annonce tendue. Les scrutins municipaux et régionaux de 2018 avaient été marqués par des violences et des fraudes.

R. I.

COLOMBIE

L'ex-président Uribe assigné à résidence

LA COUR suprême colombienne a ordonné mardi l'assignation à résidence de l'ex-président Alvaro Uribe, encore très influent dans son pays, pour une affaire de manipulation de témoins contre un opposant de gauche.

La Cour a indiqué dans un communiqué que l'ex-chef de l'Etat (2002-2010) et actuel sénateur « purgera la privation de liberté à sa résidence, et de là pourra continuer à exercer sa défense avec toutes les garanties légales ». Alvaro Uribe, 68 ans, chef du Centre démocratique (CD, au pouvoir), avait lui-même annoncé sa détention préventive un peu plus tôt sur son compte Twitter.

«La privation de ma liberté me cause une profonde tristesse pour mon épouse, pour ma famille et pour les Colombiens qui croient encore que j'ai fait quelque chose de bien pour la patrie», a écrit l'ancien chef de l'État (2002-2010) et leader de la droite dure, sur son compte Twitter. Cette décision inédite contre un ancien chef de l'Etat colombien a été prise durant une audience à huis clos. Alvaro Uribe, 68 ans, chef du Centre démocratique (CD, au pouvoir), vit à Rio Negro, près de Medellin (nord-ouest). Cette décision inattendue contre le parrain politique de l'actuel président Ivan Duque, au pouvoir depuis deux ans, a été prise durant une audience tenue à huis clos et visant à définir sa situation.

Alvaro Uribe, entendu le 9 octobre 2019 par les magistrats, fait l'objet d'une enquête pour manipulation de témoins en sa qualité de sénateur, affaire qui pourrait lui valoir jusqu'à huit ans de prison pour subornation et fraude procédurale.

L'ex-président, qui bénéficie encore d'un certain soutien populaire pour sa politique de main de fer contre les guérillas de gauche, avait porté plainte en 2012 contre le sénateur Ivan Cepeda pour un complot présumé en s'appuyant sur de faux témoins.

Il affirme que son principal opposant politique, lui-même témoin dans l'affaire, a demandé à d'anciens paramilitaires de l'accuser d'être impliqué dans des activités criminelles de milices d'extrême droite armé contre les rebelles.

Toutefois, la Cour n'a pas engagé de poursuites contre Ivan Cepeda, mais a décidé en 2018 d'ouvrir une enquête contre Alvaro Uribe pour la même raison : manipulation de témoins contre un opposant.

Outre cette affaire, il est visé par d'autres enquêtes pour des crimes présumés liés au long et complexe conflit armé, qui mine la Colombie depuis près de six décennies.

En juin, la Cour suprême a ainsi annoncé l'ouverture d'une enquête pour une affaire d'écoutes illégales menées par des militaires en 2019, visant quelque 130 journalistes, hommes politiques, militaires en retraite et syndicalistes. Mais Alvaro Uribe a toujours clamé son innocence et son parti mène une intense campagne médiatique pour défendre l'« honneur » de son chef.

Après avoir affaibli militairement les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), il s'est farouchement opposé à l'accord de paix signé en 2016 avec cette guérilla marxiste, le jugeant trop indulgent envers les ex-rebelles coupables de crimes graves.

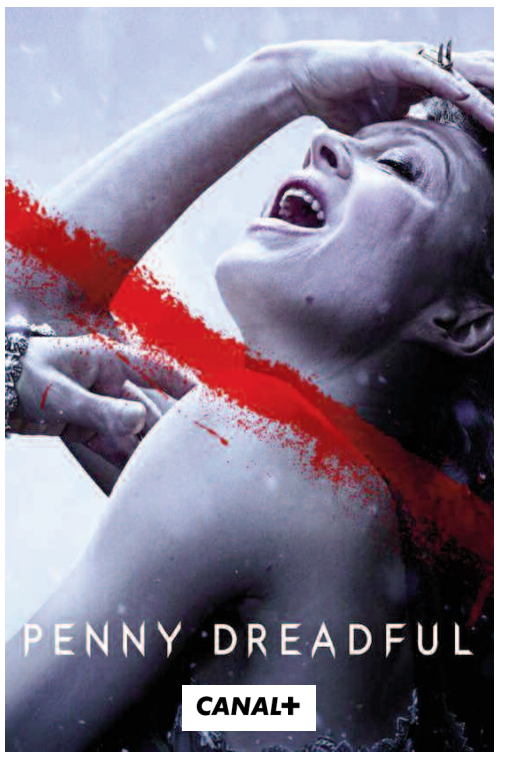
Mais le président Duque défend son mentor : «J'ai cru, je crois et croirai toujours en l'innocence d'Alvaro Uribe Velez», a-t-il déclaré à plusieurs médias.

Mardi, les partisans du gouvernement critiquaient la décision de la Cour suprême, qualifiant d'injuste le fait que l'ancien président soit arrêté alors que les ex-chefs des Farc comparaissent libres devant la juridiction de paix issue de l'accord de 2016.

R. I.

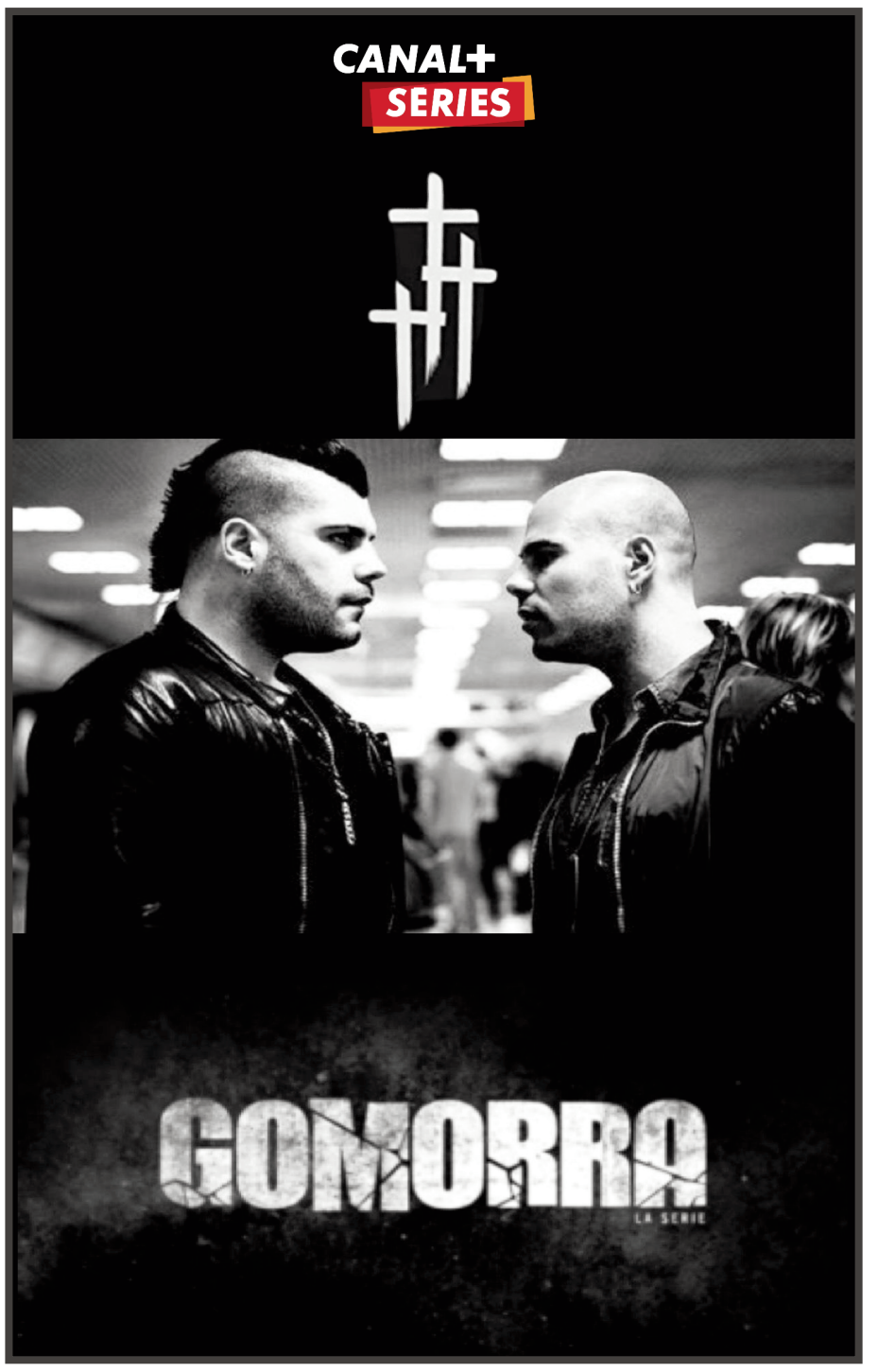






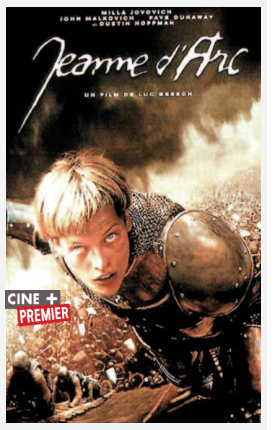




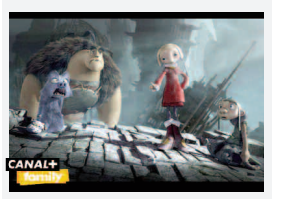


JEUDI









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h05 Cinéma - Comédie 2017 — TF1
Stars 80 : la suite

20h05 Divertissement — France 2
La course des champions

20h10 Série humoristique (2017 - France) — M6
Quadras

20h00 Série d'horreur (2020 - Etats-Unis) — CANAL+
Penny Dreadful : City of Angels

20h15 Cinéma - Film policier — W9
France - 1970
Borsalino

19h55 Cinéma - Film policier — CINE + FRISSON
France - 2005
Le petit lieutenant

20h05 Cinéma - Comédie sentimentale — 6ter
De vrais mensonges

20h01 Cinéma - Film historique — CINE + PREMIER
Jeanne d'Arc

20h05 Série policière (2018 - Etats-Unis) — C8
S.W.A.T.

20h00 Cinéma - Film d'aventures - 2000 — CINE CINEMA
Space Cowboys

20h00 Cinéma - Film d'animation — CANAL+ family
Chasseurs de dragons

19h40 Cinéma - Comédie policière 1967 — TMC
Fantômas contre Scotland Yard

20h01 la chaine CANAL+ SERIES



Série politique (2015 - France)
Saison 1 - Épisode 1: Jupiter
Baron Noir

22h04 Série policière (2020 - Allemagne)
Saison 3 - Épisode 10:
Babylon Berlin

Afin de retrouver la trace de Walter Weintraub, le commissaire principal se résout à faire appel à un médium spécialisé dans les affaires criminelles. Mais pendant la séance, la jeune femme trouble les inspecteurs en annonçant que le tueur à un sosie. De son côté, Helga découvre que Moritz a rejoint les jeunesses hitlériennes. A la bourse de Berlin, Alfred Nyssen parie une chute des cours. Il met au point un plan pour s'enrichir.

00h55 Série dramatique (2017 - Italie)
Saison 3 - Épisode 1: Le mal-aimé
Gomorra **Épisodes 1 à 12**

Malammore est obligé d'annoncer la mort de Don Pietro à ses enfants et aux membres de son clan. Genny, qui vient d'avoir un enfant, décide de reprendre les affaires de son père malgré sa tristesse. Malammore met tout en oeuvre pour retrouver l'assassin de son patron, Ciro Di Marzio.









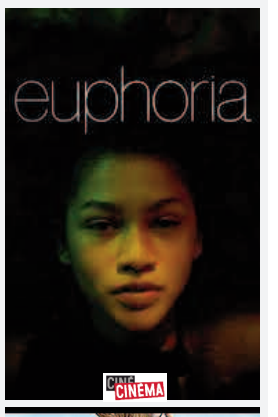




VENDREDI









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h05 Divertissement — TF1
Cuisine impossible

19h55 Série dramatique (2017 - France) — 2
Maman a tort

20h10 Série policière (2019 - Etats-Unis - France) — 6
Reef Break

20h10 Cinéma - Comédie dramatique 2019 — CANAL+
Fahim

20h05 Magazine de société — W9
Enquête d'action

19h50 Cinéma - Film fantastique Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2010 — CINE + FRISSON
Le choc des Titans

19h50 Série d'animation (2010 - Etats-Unis) Saison 21 — 6ter
Les Simpson

20h00 Cinéma - Drame 2017 — CINE + PREMIER
Les heures sombres

20h15 Culture Infos - Magazine de société — C8
Urgences sous haute tension spéciale urgences

20h04 Cinéma - Drame — CINE CINEMA
Euphoria

20h00 Cinéma - Film d'animation — CANAL+ family
Les rebelles de la forêt

20h15 Série policière (2012 - Etats-Unis) — TMC
Castle

20h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique (2018 - Grande-Bretagne)
Saison 1 - Épisode 7: Libération

Killing Eve

Carolyn demande à Kenny et Eve de rentrer à Londres. Mais les deux agents désobéissent à leur supérieur pour tenter de comprendre comment Nadia a été tuée dans sa cellule. Eve rend visite à Anna, professeure en langues étrangères qui a eu comme élève Villanelle. Pendant ce temps, la tueuse à gages échappe de justesse à la mort en prison. Lors d'un transfert de prisonniers dans la banlieue de Moscou, elle parvient à prendre la fuite.

21h30 Série fantastique (2020 - Etats-Unis)
Saison 2 - Épisode 7 : 8

The Twilight Zone : la quatrième dimension

21h57 Série dramatique (2019 - Etats-Unis - Israël)

Saison 1 - Épisode 1: Du fond de l'abîme, je t'invoque

Our Boys

En Calabre, Stefano tente de convaincre le clan des Curtiga que la cargaison de drogue cachée sur le cargo n'est pas perdue. Mais ces derniers enlèvent Lucia et son fils pour l'obliger à leur livrer la substance psychotrope et déstabiliser ainsi Don Minu. Pendant ce temps, à Casablanca, Chris et Emma attendent tranquillement de pouvoir quitter le pays.

AÏN DEFLA

Près de 5000 unités de boissons alcoolisées, saisie à Khémis Miliana

LES SERVICES de sécurité de Ain Defla ont arrêté quatre individus s'adonnant au trafic illicite des boissons alcoolisées dont ils ont saisi 4833 unités de différentes formes, a-t-on appris avant-hier de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.
Ayant eu vent d'informations faisant état d'un individu connu pour ses antécédents judiciaires lequel recoure à son camion en vue de transporter des boissons alcoolisées dans le but de les vendre de manière illégale au niveau de Khémis Miliana (est de la wilaya), les éléments de la Police judiciaire de Sidi Lakhdar ont mis en place un plan minutieusement étudié visant sa neutralisation en flagrant délit d'exécution de cet acte répréhensible, a-t-on précisé de même source.
Après avoir identifié le suspect et déterminé avec exactitude l'itinéraire qu'il a l'habitude d'emprunter dans son activité illicite, les policiers l'ont arrêté à la fin de la semaine dernière à Khémis Miliana au volent de son véhicule à bord duquel il avait placé 4833 bouteilles de boissons alcoolisées, a-t-on précisé.
Deux de ses acolytes, dont la mission consistait à sécuriser le parcours du camion, ont à leur tour été arrêtés par les services de sécurité, a-t-on fait savoir, faisant état de l'arrestation du frère du conducteur du camion (il en est le propriétaire) après qu'il a été établi son implication dans le trafic de boissons alcoolisées.
Après accomplissement des procédures réglementaires en vigueur, les mis en cause ont été présentés lundi devant les instances judiciaires de Khémis Miliana en vertu des procédures de comparution directe, lesquelles ont ordonné leur placement sous mandat de dépôt, a-t-on indiqué de même source.

R. R.

LAGHOUAT COVID-19

Mobilisation d'équipes pour le suivi psychologique des malades

DES ÉQUIPES de psychopédagogues ont été mobilisées par la Direction de l'Action sociale (DAS) de la wilaya de Laghouat pour l'accompagnement et le suivi psychologique des malades atteints du Covid-19, qu'ils soient hospitalisés ou sous traitement à domicile, a-t-on appris hier auprès de la direction du secteur.
Ces équipes, composées de quatre psychologues chacune, sont déployées à Aflou, Laghouat et Ksar El-Hirane, les régions de la wilaya les plus touchées par la pandémie, et animent des séances de sensibilisation pour apporter un soutien psychologique aux malades, en coordination avec les cellules de proximité de l'Agence de développement social, a expliqué le DAS de Laghouat, Boualem Hamadi.
D'autres équipes se chargent d'apporter un soutien psychologique aux éléments de la sureté nationale et de la protection civile, aux premières lignes de la lutte contre la pandémie du Covid-19, sachant que le bon état psychologique de ces éléments permet d'améliorer leur rendement, a-t-il ajouté.
« L'état psychologique du malade est très déterminant dans sa réaction positive au protocole de traitement qui lui est administré », estime le psychologue Ahmed Aguaguena, qui exhorte ses confrères à rejoindre bénévolement ces équipes de psychopédagogues en vue d'assurer une couverture sanitaire globale aux malades et aux personnels engagés en première ligne de la lutte contre la Covid-19.

R.R

OUARGLA

Rôle important de la société civile dans la construction de l'Algérie nouvelle

Le rôle important de la société civile dans la construction de l'Algérie nouvelle a été souligné avant-hier à Ouargla par le conseiller du Président de la République, chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Benramdane.



« Le Président de la République attache une grande importance au rôle attendu des acteurs de la société civile, que ce soit les associations locales, les organisations nationales, les syndicats professionnels et estudiantins et autres, dans la construction de l'Algérie nouvelle, » a affirmé M. Benramdane au cours d'une rencontre de consultation avec la société civile locale.
Lors de cette rencontre de consultation sur les voies de progression de la société civile vers plus d'efficacité dans la décision locale, organisée à l'Université Kasdi Merbah, le conseiller du Président de la République, chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger a évoqué, comme « indices concrets, et non démagogiques, de cette importance accordée à la société civile », les larges facilités offertes, aux niveaux central et local, par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, notamment pour l'agrément des associations.
M. Benramdane a fait état, en outre, de l'existence de cellules au niveau de l'ensemble des communes à travers le pays, susceptibles de garantir « l'accompagnement des volontés de création de nouvelles associations, en plus de la désignation de plus de 1.700 salles à travers le pays sont mises à la disposition des associations pour la tenue de leurs rencontres constitutives. »
La durée d'étude par les instances concernées des demandes de constitution d'associations a été réduite à dix jours, a-t-il assuré lors de cette rencontre qui entre dans le cadre d'une série de rencontres du type à travers le pays. Tout en soulignant les efforts déployés par le Gouvernement pour un décollage économique, en dépit de la crise sanitaire, le chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger a salué, par ailleurs, l'élan de solidarité manifesté par les associations de la société civile et leur accompagnement des institutions de l'Etat face à la pandémie de la Covid-19. Nazih Benramdane a mis en exergue, en outre, la volonté politique affichée par le Président de la République de promouvoir le rôle de la société civile et le raffermissement de ses liens avec les institutions de l'Etat, dans le cadre de la démocratie participative au service de l'intérêt général du pays et l'amélioration du cadre de vie du citoyen. La rencontre a été l'occasion aussi pour les représentants de la société civile locale de soulever une série de préoccupations et de suggestions qui seront examinées et cristallisées, dans le cadre d'une stratégie nationale d'encadrement de la société civile afin de contribuer à la construction de l'Algérie nouvelle.
Parmi ces suggestions, la mise sur pied d'une fédération de wilaya de la société civile pour servir de trait d'union entre les associations, la modification du statut des associations de sorte à promouvoir leurs actions, en plus du bénéfice du soutien financier d'institutions économiques.
Les intervenants ont également plaidé pour l'implication du mouvement associatif dans le développement local, l'ouverture de canaux de dialogue avec les autorités locales (wilaya, daira, commune), l'élaboration d'une plateforme électronique regroupant les acteurs de la société civile, la mise en place de mécanismes pour la formation des membres d'associations, ainsi que le jumelage entre les associations.

R. R.

EL-OUED

Lancement d'une campagne de sensibilisation aux risques de la canicule

UNE CAMPAGNE de sensibilisation de la population aux risques pouvant être engendrées par la canicule a été lancée par les services de la Protection civile à travers les trente communes de la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris hier auprès de cette institution.
La programme de cette campagne, qui met l'accent surtout sur les risques d'insolation, cible notamment les citoyens dont la nature de leurs travaux et profession les expose, sur de longues heures, aux rayons de soleil, à l'instar de la main d'œuvre des entreprises de travaux publics et des activités commerciales en milieu ouvert, a expliqué le directeur de la protection civile d'El-Oued, Ahmed Baoudji.
Outre la distribution de dépliants dans les lieux publics et les espaces commerciaux, l'opération de sensibilisation est menée aussi via les réseaux sociaux et les ondes la radio locale, à travers des spots de sensibilisation aux risques d'insolation, surtout pour les personnes âgées et/ou ayant des malades chroniques, a-t-il ajouté. L'opération de sensibilisation concerne aussi les risques d'incendie au niveau des habitations, des commerces et des véhicules, du fait d'une mauvaise utilisation ou entreposage de liquides de désinfection, en cette période de lutte contre la pandémie de Covid-19, a poursuivi le responsable.
Le secteur de la santé a mobilisé, pour sa part, les structures hospitalières et les centres sanitaires pour parer à toute éventualité, et y mène des actions de sensibilisation sur les risques de l'insolation pouvant conduire au décès ou à un handicap, en appelant à boire fréquemment et à éviter au maximum de s'exposer aux rayons de soleil, surtout durant la période allant de 10 à 15 heures.
Les instances administratives et les entreprises sont également impliquées, à leur tête l'entreprise Sonelgaz qui a mobilisé ses services techniques et commerciaux afin d'éviter les perturbations du courant électrique, essentiellement durant les pics de consommation d'électricité.
Le mouvement associatif est aussi de la partie, à travers sa contribution à la mise à la disposition des citoyens de points de distribution d'eau fraiche, notamment dans les villages et les régions enclavées, durant la période de la journée allant de 10 à 16 heures.

PREMIER RECUEIL DU CONTEUR SEDDIK MAHI

Parution de «Moula Moula et d'autres contes»

Le conteur Seddik Mahi vient de publier son premier recueil de contes algériens intitulé «Moula Moula et d'autres contes» où il raconte, dans un style captivant à la manière du «goual», des contes puisés dans le patrimoine oral algérien authentique.

«Moula Moula et d'autres contes», paru chez Dar El-Qods El-Arabi, plonge le lecteur dans les mythes et légendes auxquels l'auteur a su donner une résonnance actuelle pour faire passer son message grâce à la force symbolique et au pouvoir évocateur.
Dans ce recueil bilingue (arabe et français) de 90 pages, l'auteur a respecté le schéma narratif du conte caractéristique du «goual» (conteur).
Pour ce faire, Seddik Mahi, qui est très attaché à la tradition orale des goual, dont l'art occupe une place importante dans la société algérienne, surtout dans les villes intérieures et dans le sud, a employé un style captivant qui entraîne le lecteur, dès les premières lignes, dans un périple plein de péripéties extraordinaires.
Un voyage qui permet au lecteur de découvrir la richesse du patrimoine oral et l'éloquence des goual qui avaient dans la société un rôle important, à la fois culturel, éducatif et récréatif. A travers trois contes hautement symboliques et évocateurs inspirés du patrimoine populaire algérien, le conteur aborde des questions sociétales d'actualité.
Dans son premier conte «Moula Moula» qu'il doit à son travail de conteur dans la région du Hoggar, l'auteur fait remonter le lecteur vers des temps immémoriaux à travers l'histoire de la reine des Touaregs «Lalla Tin Hinnan». La place et la sagesse de la femme et les valeurs de solidarité et d'entraide au sein de la société touarègue y sont mises en avant.
Dans ce conte comme dans tout le recueil, l'oiseau occupe une place centrale. Il est le symbole de la liberté, l'essence même des Amazighs.
Dans son second conte «L'oiseau au bec vert», l'auteur transporte le lecteur dans la mythologie fantasque où existent des animaux et oiseaux fantastiques qui peuvent présenter un danger pour la vie de l'Homme dans le monde de la forêt, mais peuvent également lui être utile en cas de besoin. Ce conte se caractérise par tant de symbolisme et de signaux forts éclairant le chemin au lecteur, à même d'en saisir et d'en décoder le message.Dans le 3e conte intitulé «La mouette», cet oiseau qui a une grande place aussi bien auprès des écrivains et des poètes et qui symbolise la migration, la nostalgie et également la solitude. Cette dernière est retrouvée dans le dernier conte dans lequel Seddik Mahi transporte le lecteur vers la mer, ses vagues et ses dangers, à travers le récit de deux frères issus d'une famille riche.
Mais à la mort du père, le frère aîné s'accapare de tout l'héritage, poussant ainsi son frère à défier le déchaînement de la mer et à s'aventurer à la recherche de sa pitance. L'on y décèle une forte allusion au monde des Harraga dont la fin est le plus souvent dramatique.
Ces contes confirment l'influence de l'écrivain par sa mère qui était sa première source d'inspiration, le rôle du conteur ou Goual dans le développement du talent de l'artiste dans le récit, ainsi que sa gestuelle qu'il avait acquise notamment à traverse son expérience dans le théâtre, que l'on décèle aussi à travers les lignes dans le récit d'aventures de ses personnages mythiques. L'écrivain a donné à ces contes, une force d'adaptation et des fins inhabituelles, parfois fantastiques, comme dans le monde des légendes.
Né en 1960 à Sidi Bel Abbés, Seddik Mahi, de son vrai nom, Meslem Seddik, possède à son actif une expérience dans le théâtre. Il a également traduit plusieurs œuvres, dont les récits de Mouloud Mammeri et animé plusieurs ateliers de formation, entre autres, en Algérie, dans le Golf arabe, en Tunisie et en France , ainsi que des programmes radio, tout en exploitant tous les espaces pour exprimer et transmette ses talents aux lecteurs. **R. C.**



POUR L'UTILISATION DE SA MUSIQUE EN MEETING

Le chanteur Neil Young porte plainte contre Donald Trump

CELA fait plus de deux ans que Neil Young est en colère contre Donald Trump. En 2018 déjà, le chanteur s'en est pris violemment au président américain après qu'il a utilisé sa musique pour ses meetings. Mais cette fois-ci, c'en est trop. Selon une plainte publiée mardi sur le site du rocker, Neil Young va poursuivre en justice l'équipe de campagne de Donald Trump pour la présidentielle de novembre afin de l'empêcher de jouer ses chansons lors de meetings électoraux.
L'artiste de 74 ans s'estime victime d'une violation de ses droits d'auteur pour l'utilisation sans son consentement des morceaux Rockin' In The Free World et Devil's Sidewalk à plusieurs rassemblements de Donald Trump, dont son récent meeting à Tulsa, dans l'Etat d'Oklahoma.
Neil Young « ne peut, en son âme et conscience, permettre que sa musique serve de support à une campagne d'ignorance et de haine, conflictuelle et antiaméricaine », indique le texte de la plainte. Cette dernière n'est pas datée, mais montre que les avocats du chanteur et guitariste – qui demande jusqu'à 150.000 dollars de dommages et intérêts pour chaque infraction – s'apprêtent à la déposer auprès d'un tribunal fédéral de New York.
Neil Young a dénoncé à plusieurs reprises l'utilisation de ses chansons par Donald Trump lors de ses meetings électoraux. Le natif de Toronto, au Canada, naturalisé américain, a dit en février que le milliardaire républicain était « une honte » pour les Etats-Unis, au moment d'apporter son soutien au candidat socialiste à la Maison-Blanche Bernie Sanders.
Plusieurs artistes de renom, parmi lesquels Pharrell Williams, Rihanna, Aerosmith ou Adele, ainsi que les héritiers de Prince, se sont plaints que leurs titres soient joués lors de rassemblements de Donald Trump.
Le célèbre groupe de rock britannique Rolling Stones a menacé en juin le président américain d'une action en justice s'il continuait à utiliser leur tube You Can't Always Get What You Want.

SORTIR

PHOTO Formation avec Fouad Bestandji. Fondements de la photo : 11-13 août. Photo studio : 15-17 août. Réservation et infos en ligne, dans la limite des places disponibles. Cliquez sur Billets ou allez à : bestandji.com/formation.

PLASTICIENS Programme virtuel de l'agence algérienne pour le rayonnement culturel : présentation d'artistes plasticiens d'Algérie.
- Parcours et approche artistique de Nariman Ghlamallah (vidéo), à partir de son atelier à Alger.
- Rencontre avec Hachemi Ameur dans son atelier à Mostaganem…

DOCUMENTAIRE Diffusion en ligne du film documentaire Souvenir dans un exil, produit et réalisé par Mokhtar Kerboua (2018).
Après l'invasion de la France par les forces nazies, en 1941, le gouvernement de Vichy a arrêté des rebelles antinazis et les a conduits vers un camp de détention au sud de l'Algérie, à Djelfa. Voir dans page Facebook de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel.

THEATRE Nouvelle production pour enfants du Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran : Qitar eddounia (Le train de la vie). Pièce écrite par Mansouri Bachir, mise en scène de Houari Abdelkhalek, scénographie de Mouffok Djillali. Un spectacle qui sera présenté après la levée du confinement sanitaire.

SINGLE Nouveaux titres du groupe pop Index Dz d'Alger sur Youtube : Aâyit (Je suis fatigué, 03: 55) ; Da Malik (03 :24). Et reprise du cover Sept heures moins quart, titre adapté à l'urgence sanitaire de l'heure pour prévenir contre la propagation du coronavirus.

CLIP Nouvelle chanson Qololi (Dites-moi) du collectif El Bandia Social Club. Les artistes Hamidou, Baâziz, Abderahmane Djalti, Kamel Bouakaz, Fouad Chemlal, Mohamed Lamine, Fathi Tabouche, Hakim Salhi, Mohamed KG2, Noureddine Allane, Mohamed Reda Djender, Mennacer Mustapha et Reda Sika appellent au partage avec humour.

LECTURE En partenariat avec les éditions Gallimard, l'Institut français d'Alger propose une sélection de 12 courts essais d'actualité en lien avec la crise sanitaire, jusqu'au jeudi 06 août. A la Une : Alain Bore-Le retirement du monde ; Erik Orsenna-L'unité de la vie. Publication n°1 : Edgar Morin-Un festival d'incertitudes…
Voir la programmation dans Tracts de crises Gallimard (11 & 12 / 12) dans la rubrique Français & littérature.
Consulter admin.if-algerie.com/alger/agenda-culturel

FESTIVAL 18e édition des Rencontres Cinématographiques de Béjaïa. Avec l'association Project'heurts du samedi 19 au jeudi 24 septembre (date à confirmer). Films : courts et longs métrages, documentaires et films d'animation datant de 2019 ou 2020.
Lieux : Salle de la Cinémathèque, cafétéria du Théâtre régional Abdelmalek-Bouguermouh de Béjaïa.

OSCARS L'Académie des arts et sciences du cinéma – Académie des Oscars – à Los Angeles a invité les cinéastes algériens Malek Bensmail et Salem Brahimi à rejoindre cette année la liste de ses 819 nouveaux membres. La prochaine édition des Oscars – la 93e du genre –est prévue pour le dimanche 25 avril 2021.



Ces villas à 1 million d'euros qui se vendent chaque jour en Belgique: "Une poolhouse peut coûter le double d'une maison"

Un coin de paradis, pour certains, cela vaut son pesant d'or. Même dans notre plat pays. L'an dernier en Belgique, un nombre record de près de 1.000 villas et appartement de grand luxe - de plus d'un million d'euros - ont été vendus. Cela revient à près de trois chaque jour. "Alors que les acheteurs optaient auparavant pour des demeures massives, ils recherchent aujourd'hui désormais des biens plus petits et exclusifs et misent sur des finitions luxueuses", explique Roel Druyts, CEO de Hillewaere Vastgoed, spécialiste en immobilier d'exception.

Le nouveau B.A.-BA des acheteurs fortunés en Belgique, c'est beaucoup de vert et bien souvent, une longue allée pour accéder au bien immobilier. Mais dans les requêtes les plus courantes, on a aussi: plusieurs salles de bains, une cuisine en marbre et un salon assez vaste pour être une salle de danse. Autre aspect très important: un luxueux espace extérieur, comme une "poolhouse" qui serait assez grande pour être une maison à part entière.

EXIT, LA PROPRIÉTÉ DE DIX HECTARES AVEC MANÈGE

Pour vous et nous, tout cela ne serait rendu possible qu'au prix d'un tirage gagnant à l'Euromillions, mais l'an dernier quelque 747 villas de grand luxe et 237 appartements exclusifs ont su être vendus en Belgique. Un record. L'envie de vivre dans un environnement esthétique, confortable mais aussi exclusif ne fait que croître. Roel Druyts, CEO de l'agence immobilière Hillewaere Vastgoed qui se consacre aux biens d'exception, en sait quelque chose.

Il est le patron de l'une des agences les plus courues dans le secteur du luxe. "Le plus en vue actuellement, ce sont les habitations de luxe plus compactes avec des finitions de qualité exceptionnelle. La grande propriété de dix hectares avec un manège ne trouve de nos jours plus très facilement d'acquéreur. Pas plus que les maisons avec 12 chambres et 4 salles de bain. On se focalise désormais sur les détails, sur les matérieux onéreux comme de belles pierres naturelles. On attache aussi énormément d'importance à une cuisine spacieuse, luxueuse et équipée des appareils les plus modernes du marché". Mais d'autres petits "plus" font la différence: un garage souterrain pour parfois dix voitures - et éventuellement avec ascenseur pour voiture - et un vrai home-cinéma peuvent faire chavirer le coeur des plus fortunés.

Tout comme une belle cave à vin, évidemment.

"Oui, bien sûr, on marchande aussi dans l'immobilier de luxe: 100.000 euros de remise et le deal est bouclé

L'IMPORTANCE DE L'EXTÉRIEUR

Mais si une tendance se dessine cette année, c'est l'importance cruciale de l'espace extérieur, qui doit être aménagé avec style. "Les habitations exclusives sont désormais dotées d'un bâtiment attenant, aménagé également avec le plus grand luxe et qui peut d'ailleurs parfois valoir le prix de deux maisons", concède Roel Druyts. Mais à quelle fin? "Une poolhouse avec un second salon et même une deuxième cuisine pour recevoir les invités, ce n'est plus une exception du tout. Et c'en est fini des piscines standard à 50.000 euros. Aujourd'hui, on ne se baigne que dans une piscine en pierre naturelle à 200.000 euros".

Exemple: cette annonce pour une villa sise en région anversoise. Cette villa classique, bien située dans un parc d'un hectare a été construite en 1975 mais entièrement rénovée récemment. Elle dispose de 728 m2 habitables, de six chambres, 4 salles de bain et d'une situation idéale. Son prix? 3,6 millions d'euros. "Honnêtement, il faut aimer les intérieurs éclectiques, le papier-peint a coûté une véritable fortune, mais elle vient d'être mise sur le marché et partira certainement très très vite", résume-t-il.

QUADRAGÉNAIRES

Mais qui sont ces acheteurs dont les millions pleuvent et qui ont le goût des belles choses. Ceux qui peuvent débourser - frais de notaire et d'enregistrement inclus - 1,5 million d'euros pour leur maison sont généralement des dirigeants d'entreprise ou des personnes qui exercent une profession libérale et qui ont pignon sur rue, comme des médecins ou des notaires, justement. "En ce qui concerne les villas, ce sont souvent des quadragénaires qui ont une famille et souvent peu de temps libre", résume le CEO de l'agence. "Le public un peu plus âgé - les plus de 55 ans - iront spontanément plus facilement vers un appartement de grand luxe. Bruxelles attire un public très international. Les Français, par exemple, en sont friands car ils cherchent à fuir l'impôt sur la fortune dan leur pays. Ils constituent une grande partie de la clientèle de l'immobilier de luxe chez nous. Plus au Nord, ce sont naturellement les riches Néerlandais. Là aussi, c'est pour une question de taxes qu'ils franchissent la frontière".

La plus grosse hausse des ventes s'est produite en Flandre (+10% par rapport à 2018, +20% par rapport à 2017). Il est évident que du capital a été constitué - et dépensé - ici au cours des dernières années. "Les belles villas se vendent toujours mieux quand l'économie se porte bien". Mais en pleine crise sanitaire? "Cette période de coronavirus n'a pour l'instant pas freiné la demande. Rien qu'en juin, nous avons vendu 8 propriétés de luxe, donc environ deux par semaine. L'explication est aussi que les taux sont de plus en plus bas et que les clients investissent plus volontiers dans leur propre maison pour profiter du luxe".

Chez Van der Build, le département spécialisé dans le luxe de l'immo Dewaele, juin a été un mois exceptionnel au niveau des ventes. Mais on appréhende ici un peu quand même de la fin d'année: "Cela dépendra beaucoup des résultats des entreprises", analyse Stefaan Coucke, CEO. "Ce qui est sûr, ce que les Belges disposent d'énormément d'épargne, surtout en Flandre. Et contrairement au reste de l'économie, le coronavirus n'empiète pas sur l'immobilier", concède-t-il.

LE BUDGET A SES LIMITES

Il ne faut pas non plus imaginer que les candidats acheteurs investissent en mode "The sky is the limit". Ils ne se rendent pas dans les agences en leur annonçant un budget illimité et ils regardent réellement le prix avant d'acheter.

La plupart des propriétaires ont environ 1,5 million d'euros en poche. "Tout ce qui dépasse ce montant, c'est la partie émergée de l'iceberg. Les villas de 3,5 millions d'euros, ça ne se vend pas chaque semaine. Et oui, on marchande dans ce secteur du luxe comme ailleurs, et on fait des offres en dessous du prix aussi. La plupart des clients n'ont pas peur de négocier, ils sont sûrs d'eux et bien préparés: 100.000 euros de moins et affaire conclue! Cela se fait. Bien que ce sont surtout les grands hommes d'affaires qui osent faire ce genre d'offre.

Dans notre secteur, on pourrait être tenté de faire friser les prix avec le ridicule, mais on ne préfère pas le faire. Il faut un prix de vente réaliste, avec une marge de 5%: demande 100 si vous voulez en tirer 95, environ. Mais on ne peut pas négocier beaucoup plus que ça. Si le bien n'est pas vendue dans l'année, alors vous vous êtes cramé sur le marché et vous risquez même de devoir vente sous le prix estimé". Ce qui change avec le marché de l'immobilier traditionnel?

Les gens fonctionnent plus à l'émotion et l'intuition qu'avec leur raison. "Le coup de foudre, la petite étincelle doit être là. C'est avec ça que l'on convainc nos acheteurs. C'est aussi pour cela que nous ne mettons que 12 photos par maison au lieu de 25 en ligne. Place à la découverte lors de la visite qui peut durer jusqu'à deux heures. Cette clientèle particulière nécessite une approche spécifique: plus de soutien et de temps de la part de nos agents. On n'a pas non plus affaire à des gens qui achètent pour la seule et unique fois de leur vie. La plupart ont déjà beaucoup d'expérience et d'autres biens et on les revoit souvent plus tard".

KNOKKE

Knokke reste un incontournable de la vie mondaine et fait encore et toujours partie des destinations préférées des acheteurs potentiels, et pas seulement Belges d'ailleurs. Les Allemandes, Néerlandais et Luxembourgeois s'y plaisent et sont prêt à investir 2 millions d'euros en moyenne pour y vivre confortablement. D'ailleurs, une habitation exclusive sur cinq est sise dans la commune du comte Lippens. Ensuite, sans surprise, viennent Uccle et Ixelles. Au niveau d'Anvers-ville, ce sont les appartements de luxe qui ont le plus de succès. "Anvers est encore très bon marché à l'échelle européenne, certainement le côté sud de l'Escaut, qui est très prometteur", promet Roel Druyts.

"La ville est chérie des Néerlandais qui aiment s'y installer avec leur famille en tant que seconde résidence pour le week-end et son mode de vie urbain et trendy. Ce public 'hype' est croissant". "La villa la plus chère que nous ayons jamais vendue en Belgique?", répète le CEO de Hillewaere après la question indélicate du journaliste. "Cela ne vous étonnera pas si je vous dit que la discrétion est un élément central dans notre métier. Il y a bien quelques ventes qui se font en incognito. Mais le château rénové avec 8 salles de bains que le DJ Afrojack s'est adjugé doit faire partie du top de nos ventes.

Et les ventes d'habitations de plus de 10 millions d'euros se comptent sur les doigts de le main chaque année. La plus chère vendue par nos soins l'an dernier? Il s'agissait d'une luxueuse villa de quelque 16 hectare en Campine, que nous avons vendue à un entrepreneur belge". Le nom et le prix resteront un mystère...

Le numérique pour valoriser et rentabiliser le tourisme local

Tribune : Les semaines à venir seront déterminantes pour le tourisme local. Mais l'éclatement des offres touristiques et la coordination parfois balbutiante des acteurs locaux n'aident pas. Les territoires ont besoin d'un écosystème numérique adéquat, d'une structure-chapeau et d'une vision pour les guider assure Guillaume Ponsard, de CentralPay.



Plages inaccessibles, activités de loisirs à l'arrêt, rideau baissé sur les restaurants et les boutiques, les quelques hôtels encore ouverts ces dernières semaines n'ont pu remplir le carnet de réservations. Toutefois, au-delà des contraintes de fermetures administratives pour motif sanitaire, cette période fut aussi l'occasion de se rappeler que le tourisme ne se conçoit que dans un écosystème bien rodé, là où l'offre est complète et séduisante et l'organisation apte à fidéliser la clientèle.

Ce n'est un secret pour personne, les acteurs du tourisme local comme les chambres d'hôtes, les petits campings, les gestionnaires de patrimoine historique n'ont ni le temps, ni les moyens, ni les compétences techniques pour penser une offre globale coordonnée sur un territoire, conjuguée à une réelle expérience touristique. Certes, les offices, les comités régionaux et départementaux de tourisme portent admirablement le rôle d'agrégateur d'offres, lequel s'est mué au fil du temps en véritable promoteur et facilitateur pour l'industrie du loisir et du tourisme local. Mais dans un contexte concurrentiel aussi tendu, la promotion seule ne suffit manifestement plus, ni même les initiatives isolées de commercialisation.

DÉVELOPPER SA VISION D'UN TOURISME LOCAL DYNAMIQUE

Les acteurs touristiques locaux s'en remettent majoritairement aux grandes centrales de réservation pour vendre nuitées et visites, leur abandonnant jusqu'à 20 % de leur rentabilité sans garantie d'une meilleure visibilité.

Pourtant, il existe déjà quelques initiatives françaises qui montrent qu'il est possible de mieux vendre des activités et plus. Toutes s'appuient sur des concepts technologiques mêlant solutions de réservations en ligne, création de profil client, garanties et facilités de paiement et surtout propositions de valeurs touristiques. Ainsi des solutions de planification pour les amateurs de tourisme itinérant peuvent être construites à partir de catalogues d'offres localisées et autour d'itinéraires prédéfinis. Mais les exemples touristiques ne sont pas les seuls à savoir nourrir l'inspiration. Il suffit parfois de regarder ce qu'il se fait tout près dans d'autres domaines. Les drives de supermarchés par exemple s'efforcent de proposer à leur clientèle des produits susceptibles d'être accommodés avec ce qui est déjà dans le panier.

Alors, en matière de tourisme local, comment proposer au consommateur un panier véritablement garni ? Pour passer d'une codépendance des acteurs du tourisme à une co-construction profitable à tous sur un territoire donné, il faut comprendre le principe de l'omnicanalité, de la contractualisation à distance et de l'importance du rôle du paiement dans le suivi et la fidélisation d'une clientèle.

OBJECTIF : POUSSER LA CONTRACTUALISATION JUSQU'AU BOUT

S'il ne s'agit pas de bannir définitivement les grandes centrales de réservation qui peuvent jouer un rôle intéressant en période creuse, il n'est pas pertinent de s'en servir en haute saison, là où la demande est forte et en attente de propositions de valeur. Pour réussir à séduire et à fidéliser les vacanciers, il faut penser un panel de services qui ajouteront à l'attractivité d'un territoire, dans une logique de parcours client unifié, consolidant une offre locale éparse et disséminée.

Pour cimenter un processus composé d'actes de vente dispersés, et nourrir l'économie locale, c'est ici qu'interviennent les solutions digitales de réservation et de paiement. Elles font aujourd'hui bien plus qu'organiser le paiement, elles sont le socle de la fidélisation. Elles permettent de dresser un profil client, susceptible d'être retrouvé par tout acteur du tourisme intégré à l'écosystème numérique. Ce profil facilite les futurs achats, qu'ils soient en ligne comme sur place et se montre incitatif. L'historique qu'il dresse permet d'anticiper de nouveaux besoins et de proposer des services adaptés, qui n'avaient jusqu'ici pas assez de visibilité pour être consommés.

LA STRUCTURE ADÉQUATE

Sur ces territoires bénéficiaires d'une marque que les offices de tourisme entendent valoriser, un écosystème numérique composé de multiples individualités peut être déployé. Mais pour le pérenniser, il devra être porté par une structure aux reins assez solides pour en assurer le fonctionnement technologique et prendre la responsabilité d'une commercialisation omnicanale dans un contexte d'acteurs locaux fédérés, promoteurs les uns des autres.

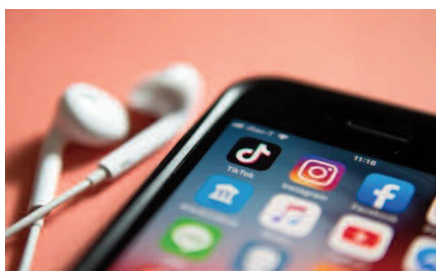
Les offices et les comités touristiques prendront-ils ce rôle pour sortir définitivement de la seule agrégation des offres ? Une chaîne hôtelière peut-être, déjà rompue à l'exercice et pressentant tout l'intérêt à communiquer sur un éventail d'offres touristiques plus riche ? Une place de marché touristique locale existante ? Il n'existe pas qu'une seule forme d'organisation et certainement les particularismes locaux joueront pleinement dans la définition du futur écosystème digital touristique local.

DU LOCAL AU NATIONAL, SE FÉDÉRER AUTOUR DE STANDARDS

Le nouveau projet d'OTA Française a provoqué beaucoup de réactions, souvent dubitatives. C'est en partie parce que la fédération des acteurs touristiques locaux sur un plan national a toujours été une arlésienne. Face à des plateformes internationales, détentrices d'un immense savoir-faire technologique qui plus est, l'ambition de challenger la désintermédiation touristique a de quoi laisser songeur.

L'innovation de rupture que le secteur du tourisme et du loisir appelle de ses vœux n'est pas toujours là où on l'attend. En l'occurrence, elle se situe beaucoup plus dans la création et le partage de normes communes que dans l'édification de toutes pièces d'une plateforme nationale. Ce n'est qu'autour de standards technologiques pleinement adoptés que l'offre touristique locale trouvera à être valorisée et les destinations françaises commercialisées, pourquoi pas, à terme, au sein d'une OTA à la fois souveraine et performante.

TikTok devra être vendu avant le 15 septembre, menace Donald Trump



TECHNOLOGIE : Donald Trump a donné jusqu'au 15 septembre aux dirigeants de la société ByteDance pour céder les activités américaines de TikTok. Une nouvelle donne qui pourrait bien faire les affaires de Microsoft.Quand Donald Trump voit rouge, cela se sait rapidement. Alors qu'il vient de se trouver une nouvelle cible avec la très populaire application de réseau social chinoise TikTok, propriété du Chinois ByteDance, le président américain menace : si celle-ci n'est pas vendue avant le 15 septembre prochain, elle ne pourra plus continuer à opérer aux Etats-Unis.

Pour rappel, la Maison Blanche accuse depuis de nombreux mois l'application, très populaire chez les 15-25 ans, de renvoyer des informations en Chine et d'être utilisée à des fins de surveillance par le régime chinois, ce que la société ByteDance a toujours nié.

La société chinoise affirme en effet ses centres de données sont entièrement situés en dehors de la Chine et qu'aucune de ses données n'est soumise à la loi chinoise. Si ByteDance exploite un service distinct appelé Douyin pour servir le marché chinois, elle exploite ses propres centres de données aux États-Unis et affirme stocker toutes les données des utilisateurs américains aux États-Unis, avec une redondance de sauvegarde à Singapour, selon l'entreprise. Alors qu'il refusait toute vente de l'application à un propriétaire américain, l'actuel locataire de la Maison Blanche a fait volte-face ce dimanche après une entrevue avec le PDG de Google, Satya Nadella. Ce dernier a exprimé sa volonté de poursuivre les discussions qui pourraient aboutir au rachat par Microsoft des activités américaines de TikTok.

MICROSOFT À LA RESCOUSSE

Ce qui n'était encore qu'une vague rumeur a brusquement pris une autre tournure lorsque Microsoft a affirmé dans un billet de blog « s'engager à acquérir TikTok sous réserve d'un examen complet de la sécurité et à fournir des avantages économiques appropriés aux États-Unis, y compris au Trésor américain ». Selon l'état-major du géant américain, Microsoft envisage de posséder et d'exploiter TikTok aux États-Unis, au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Microsoft pourrait inviter d'autres investisseurs à prendre une part minoritaire dans l'achat.

Microsoft s'assurerait d'ajouter « des protections de classe mondiale en matière de sécurité, de respect de la vie privée et de sécurité numérique », précise sa direction. Celle-ci s'assurera que toutes les données privées des utilisateurs américains de TikTok seront transférées et resteront aux États-Unis.

Au cas où certaines de ces données seraient actuellement stockées ou sauvegardées en dehors des États-Unis, la direction de Microsoft a affirmé qu'elles seront supprimées des serveurs situés en dehors du pays après leur transfert.

L'état-major de Microsoft prévoit de poursuivre les discussions avec la société mère de TikTok, ByteDance, « dans quelques semaines » et les achèvera au plus tard le 15 septembre 2020, ont déclaré les responsables. De quoi rassurer le président américain.

Le Forfait + à 200 DA L'ANNONCE

*UNE PETITE ANNONCE DE 4 LIGNES DONT CHACUNE COMPRENDRAIT - 26 SIGNES (ESPACE COMPRIS)



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46

*****

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA

*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)

*****

IMPRESSION
Centre : SIA
Ouest : SIO
Est : SIE
SIMPRAL

******

FLASHAGE
Centre, Est : LJI

******

DIFFUSION
Centre : CIDP.
Ouest : SEDOR.
Est : Eurl KDP

******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

CONTACTEZ AUSSI
ANEP
1 rue Pasteur, Alger
Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43
Fax : 021 73 95 59

******

BUREAUX RÉGIONAUX

- Annaba
  3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
  Mob. :
  (0662) 18.41.81
  Fax :
  (038) 80.20.36
- Tizi Ouzou
  6, rue Capitaine Si Abdallah
  15 000
  Tizi Ouzou
  Tél. :
  (026) 22.95.62
  Fax :
  (026) 22.95.62
- Constantine
  Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
  Constantine
  Tél-Fax :
  (031) 66.32.64
- Bejaïa
  Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
  Bureau N° 10
  N° Tél :
  034-12-66-21
  Email : ljibejaia@yahoo.fr
- Tipasa
  B.P. 66-A
  42 000 Tipasa
  Tél. :
  (024) 43.60.26

© 1990-2020

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Équipe nationale : Houssam Aouar aurait fait son choix pour les Verts

Beaucoup de choses ont été dites sur l'avenir international du meneur de jeu de l'O Lyon, Houssem Aouar. La presse française était même catégorique à ce propos, en lui prêtant des déclarations par lesquelles il aurait confirmé avoir opté pour l'équipe de France au détriment de celle de son pays d'origine l'Algérie. Mais la réalité pourrait être autrement.

C'est du moins, ce que vient de révéler son entourage, révélant au passage que si le joueur de 21 ans n'a toujours pas donné une suite favorable à la sollicitation de la FAF, c'est à cause notamment de la grosse pression qu'il subit de la part de son club qui veut le voir porter le maillot des Bleus pour des considérations purement financières. C'est que le président lyonnais, Jean-Michel Aulas, voudrait reproduire le même scénario de son ex-joueur franco-algérien, Nabil Fekir, qui a fini par ''craquer'' et choisir la sélection française, après avoir été à deux doigts de porter le maillot des Verts. Cependant, les donnes semblent changer pour Aouar, qui se sentirait actuellement en position de force vis-à-vis de son club et président Aulas surtout. En effet, le jeune milieu offensif voit sa cote grimper auprès de gros bras européens, et il se pourrait bien qu'il quitte son club formateur dès cet été pour rejoindre l'une des écuries du vieux continent qui réclament ses services. Cela va évidemment lui permettre de trancher son avenir international loin de toute pression. Et si l'on se réfère à nos sources, Aouar l'aurait déjà fait, en confiant à son entourage qu'il serait désormais prêt à répondre favorablement à une éventuelle convocation du sélectionneur algérien, Djamel Belmadi, dès le prochain stage des Fennecs, dont la date n'est pas encore fixée en raison de la persistance de la crise sanitaire mondiale. On se rappelle que lors de sa dernière sortie médiatique officielle, Aouar a botté en touche concernant son futur en équipe de France, lui qui joue



actuellement avec les Espoirs.Avec ses belles prestations sous le maillot de l'OL la saison passée, Houssem Aouar est un joueur convoité. Il l'est non seulement sur le marché des transferts, avec la Juventus de Turin qui s'intéresse à son cas, mais également en équipe nationale de France, puisque Didier Deschamps pourrait décider de l'appeler prochainement avec les Bleus. Pour le moment, Aouar n'a connu que l'équipe de France Espoirs (14 sélections). Le numéro 8 lyonnais n'a pas voulu à l'époque s'enflammer sur une possible convocation chez les Bleus : «Je le dis souvent : ça passera par mes performances sur le terrain avec l'OL. Ensuite, adviendra ce qu'il adviendra. C'est vrai que les milieux français sont soit blessés, soit en manque de temps de jeu .Mais ça reste de très grands joueurs qui apportent énormément sur le terrain. Je regarde leur saison, mais comme tout amateur de football. Je me concentre surtout sur ce que je peux apporter moi à l'OL.», avait-il dit.

JO – 2020 : KARIMA HADJ ARAB (COACH MENTAL)

«Les athlètes d'élite ont besoin d'un suivi physique et mental individualisé»

LA PRÉPARATION des athlètes algériens, qualifiés ou qualifiables aux Jeux Olympiques de Tokyo (JO-2020), nécessite, outre la prise en charge de l'aspect physique, l'élaboration d'un «programme de suivi mental individualisé» en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), selon une psychologue du Centre national de médecine du sport (CNMS). Pour Karima Hadj Arab, psychologue et «mental coach», les athlètes ont été affectés physiquement et psychologiquement par le confinement imposé depuis presque cinq mois pour cause de Covid-19 qui a même conduit au report des JO à 2021.»Le report des JO-2020, le confinement et la fermeture des lieux d'entraînement ont créé une situation inédite jamais vécue par nos athlètes. La situation sanitaire actuelle a laissé des traces sur les athlètes d'élite qui se sont retrouvés, du jour au lendemain, sans feuille de route, déstabilisés et sans visibilité quant à leurs objectifs», a expliqué Hadj Arab à l'APS. «A partir de là, l'apport d'un psychologue pour ces athlètes est devenu impératif afin de les accompagner dans cette situation difficile», a-t-elle jugé. Depuis le début du confinement, les athlètes sont suivis et accompagnés par une équipe de psychologues, dans le but de les préparer à retrouver leur «équilibre mental» et se concentrer progressivement sur leurs objectifs. Le travail de Karima Hadj Arab, aux côtés de deux de ses collègues du CNMS, consiste à «optimiser» cette pause de cinq mois chez l'athlète et la transformer en «opportunité» afin de développer chez lui «un mental résistant face à ces difficultés qu'il doit considérer comme un défi à relever». «Certes, ce n'est pas évident, mais on a élaboré une feuille de route, en collaboration avec le CNMS, le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) et les fédérations, pour les athlètes qualifiés aux JO. Le but est de comprendre chaque athlète et sa personnalité, pour mieux intervenir sur le plan mental, l'accompagner durant la reprise et faire en sorte qu'il soit déjà dans l'ambiance de la compétition dès son retour à l'activité», a expliqué encore l'interviewée. Au total, l'équipe de psychologues du CNMS prend en charge plus de 100 athlètes entre qualifiés et qualifiables aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo, sans oublier le groupe d'athlétisme bloqué au Kenya en raison de la fermeture de l'espace aérien, Covid-19 oblige. Outre son travail sur le mental de l'athlète qui se répercute sur le bien-être de ce dernier, Karima Hadj Arab, une des rares Algériennes qui se spécialisent dans ce volet, tente de donner au sportif les outils nécessaires pour gérer le stress et la pression des compétitions et optimiser la concentration, clés de son épanouissement. Concernant les athlètes paralympiques qui sont pris en charge personnellement par Karima Hadj Arab, sur sollicitation de la Fédération algérienne handisport, une feuille de route «un peu spéciale» a été élaborée à cet effet. «Pour les paralympiens, j'ai commencé avec quelques-uns de sports individuels. On doit leur consacrer une attention particulière par rapport à leurs pathologies», a tenu à préciser la préparatrice mentale du CNMS, concluant que des rencontres par visioconférence sont prévues pour essayer de toucher le maximum d'athlètes, en raison de l'éloignement. Pour rappel, le MJS avait autorisé le 9 juillet dernier, les athlètes algériens «qualifiés et qualifiables» pour les JO et Jeux Paralympiques, à reprendre les entraînements «avec le strict respect des mesures de protection».

CONTRATS DE JOUEURS : LA LFP IMPOSE AUX CLUBS L'UTILISATION DE LA PLATE-FORME MATCH-PRO

LES NOUVEAUX contrats de joueurs pour la saison 2020-2021, qui ne seront pas transmis à la Ligue de football professionnel (LFP) via la plate-forme Match-Pro pendant la période d'enregistrement réglementaire, ne seront pas acceptés, a averti cette instance mardi. «La LFP prévient que tout contrat non envoyé par le biais de la plate-forme Match-Pro, dans les délais réglementaires, ne sera pas accepté», a indiqué l'instance dans un communiqué diffusé sur son site officiel. Cette décision concerne aussi bien les joueurs seniors que les jeunes catégories (contrats des réserves et enregistrement des jeunes), au sein des Ligues professionnelles 1 et 2.»Par le biais de cette plate-forme, les clubs peuvent procéder également à des modifications dans les contrats déjà existants, notamment leur durée, le montant du salaire, ainsi que les avenants», a encore précisé la LFP, selon laquelle, ce système d'enregistrement sera ouvert à partir du 5 août qui coïncide avec le début du mercato.

LA LFP PROPOSE DE BAPTISER LE STADE DE SAÏDA AU NOM DE SAÏD AMARA

LA LIGUE de football professionnel (LFP) a proposé de baptiser le stade 13-Avril de la ville de Saïda, au nom du défunt Saïd Amara, l'ancien joueur de la glorieuse équipe du FLN décédé dimanche à l'âge de 87 ans. Cette proposition a été faite par le président de la LFP, Abdelkrim Medouar, lors de l'audience que lui a accordée le wali de Saïda, Saïd Sayoud, lundi en marge de la visite au domicile du défunt pour présenter les condoléances de son staff, a indiqué la Ligue sur son site. Etaient également présents le président de la Ligue régionale de Saïda, Yacine Benhamza et le patron de la Ligue de wilaya de Saïda, Abid Mekki. Selon la même source, le wali «a promis de tenir compte de cette proposition».

CR BELOUIZDAD : DJERRAR OPÉRÉ AVEC SUCCÈS

LE MILIEU de terrain du CR Belouizdad, Adel Djerrar a été opéré avec succès d'une blessure au mollet droit, mais devra «observer une convalescence de six semaines» avant de pouvoir reprendre, a annoncé son club mardi. La Direction des Rouge et Blanc a précisé que le joueur de 30 ans souffrait d'un «traumatisme fermé, occasionné par la rupture d'un tendon», ajoutant que cette opération a permis de «tout remettre en ordre».

CHAMPIONSHIP (PLAY-OFFS) : CRUELLE DÉSILLUSION POUR BENRAHMA ET BRENTFORD

BATTU par Fulham (2-1) après prolongations mardi en finale des play-offs de Championship, le Brentford de Saïd Benrahma n'accèdera pas en Premier League. La malédiction des playoffs a encore frappé Brentford qui, depuis la saison 1990/1991. Fulham, arrivé 4e de la saison régulière, devancé à la différence de but par Brentford (3e) qui avait la meilleure attaque avec 80 réalisations, a attendu la prolongation pour débloquer ce derby de l'ouest londonien décevant pendant 90 minutes.Pisté par plusieurs écuries de Premier League dont Chelsea et West Ham, l'international algérien Saïd Benrahma a peut être disputé son dernier match sous le maillot de Brentford.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	04:01	12:35	16:23	19:35	21:03	04:08	12:40	16:27	19:38	21:06	04:21	12:54	16:42	19:53	21:22	04:28	12:45	16:25	19:36	20:56	04:30	13:01	16:48	19:59	21:26	04:36	13:06	16:52	20:04	21:30	04:39	13:09	16:55	20:06	21:32

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 6757 — JEUDI 6 AOÛT 2020

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	28°	21°
Oran	35°	22°
Constantine	31°	14°
Ouargla	39°	26°

DEUX ALGÉRIENS BLESSÉS, TEBBOUNE APPELLE AOUN

L'insoutenable drame du Liban

Meurtri depuis des années par les dissensions politiques interminables, écrasé par l'ampleur d'une crise économique complexe et recroquevillé en raison des tensions sur ses frontières avec la Syrie et la Palestine occupée, le Liban vient encore de subir une catastrophe sans précédent. Deux puissantes explosions successives ont secoué ce mardi Beyrouth, faisant au moins 100 morts et plus de 4000 blessés. Ces explosions inouïes ont semé la désolation et la panique, provoquant un immense champignon de fumée dans le ciel de la capitale libanaise.



Selon les premiers éléments de l'enquête, c'est le nitrate d'ammonium qui est à l'origine des explosions. Le Premier ministre libanais a confirmé cette information, annonçant que 2750 tonnes de nitrate d'ammonium non sécurisées sont à l'origine des explosions du port.
Le directeur général de la Sûreté générale au Liban, Abbas Ibrahim, avait indiqué auparavant que les explosions dans un entrepôt du port étaient peut-être dues à des «matières explosives confisquées depuis des années». «C'est une catastrophe dans tous les sens du terme», a déploré le ministre de la santé, Hamad Hassan, «les hôpitaux de la capitale sont tous pleins de blessés». Face à l'ampleur de cette catastrophe, qui touche en son cœur un pays au bord du gouffre, le premier ministre libanais a fait appel, mardi soir, à l'aide internationale.
Selon les témoignages des habitants, ces explosions rappellent les attentats du 11septembre 2001, avec son lot de destruction massive de bâtiments, d'un ouragan de poussières et la consternation de la population surpris par les déflagrations.
Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux ont montré une première explosion suivie d'une autre qui provoque le gigantesque nuage de fumée. Les déflagrations ont fait trembler les immeubles et brisé des vitres à des kilomètres à la ronde. Les dégâts sont incalculables.
Selon les premiers chiffres avancés, les pertes pourraient dépasser les cinq milliards de dollars. Avec cette catastrophe, c'est encore le pays tout entier qui est paralysé. Le port de la capitale, touché de plein fouet, est le poumon presque unique du pays, depuis que la guerre en Syrie a pris des proportions alarmantes, et les passages routiers fermés avec ce pays.
Ruiné par la récession, l'inflation, et les répercussions de la pandémie du coronavirus, le Liban est incapable de se lever seul après cette tragédie. D'où l'appel des autorités libanaises à l'aide internationale. Déjà, on note une forte mobilisation des puissances mondiales, ainsi que des pays de la région moyen-orientale et des monarchies du golfe.
Pour les experts, il faudra attendre plusieurs semaines avant d'établir un bilan complet de cette tragédie. Cependant, des observateurs locaux pointent du doigt le laxisme ambiant de l'administration libanaise, empêtrée dans la corruption, le népotisme, la bureaucratie, le laisser aller et l'immobilisme. On se pose surtout la question sur le pourquoi du maintien, pendant de longues années, de tant de produits dangereux dans un entrepôt, près des quartiers résidentiels, proches du port et de ses zones d'entreposage.
Par ailleurs, le ministère algérien des Affaires étrangères a annoncé que deux ressortissants algériens avaient été légèrement blessés lors des explosions, affirmant que «jusqu'à présent aucune présence de ressortissants algériens n'a été signalée au niveau des hôpitaux de Beyrouth».
« Après ma déclaration préliminaire, faite quelques heures après les explosions ayant secoué mardi 4 août le port de Beyrouth, nous avons confirmé aujourd'hui que deux ressortissants algériens étaient légèrement blessés et jusqu'à présent aucune présence de ressortissants algériens n'a été signalée au niveau des hôpitaux de Beyrouth », a fait savoir le porte-parole du MAE, Abdelaziz Benali Cherif.
« Des maisons et locaux commerciaux appartenant à trois ressortissants algériens ont été considérablement endommagés, tandis que les biens de trois autres ressortissants algériens, ainsi que le siège de notre ambassade à Beyrouth et la résidence de l'ambassadeur ont été légèrement touchés (vitres des fenêtres brisées) », a-t-il dit. «Nous avons des informations, non encore confirmées à notre ambassade à Beyrouth par les services sanitaires libanais, concernant un autre ressortissant algérien qui se trouverait dans un des hôpitaux de Beyrouth », a-t-il ajouté.
Les contacts se poursuivent entre les services de l'ambassade et les autorités libanaises pour vérifier cette information et s'enquérir de l'impact de l'explosion sur les membres de notre communauté au Liban, a indiqué le Porte-parole du MAE. Il a souligné, par là même, que les services de notre ambassade à Beyrouth sont intervenus pour prêter assistance à deux ressortissants algériens dont les domiciles ont subis des dégâts matériels suite à cette explosion.»
De son côté, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de condoléances et de compassion au président libanais, Michel Aoun, indique un communiqué de la Présidence.
«C'est avec une profonde tristesse et affliction que j'ai appris la nouvelle des explosions survenues mardi au port de Beyrouth ayant fait plusieurs morts et blessés et des dégâts matériels. En cette douloureuse circonstance, je tiens en mon nom personnel et au nom de l'Algérie, peuple et Gouvernement, à vous exprimer et à travers vous au peuple libanais frère et aux familles des victimes nos sincères condoléances et toute notre compassion et solidarité», a écrit M. Tebboune. Le chef de l'État a renouvelé la solidarité et le soutien de l'Algérie dans cette douloureuse épreuve au peuple libanais.
Sur les réseaux sociaux, les algériens étaient unanimes à exprimer leurs chocs face à l'ampleur du drame, faisant part, à travers divers messages et publications, de leur soutien envers le peuple libanais.

Mohamed K.

ATTEINTE À LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

«One Free Press» publie les dix cas les plus graves

LA COALITION «One Free Press» qui dénonce chaque mois les atteintes les plus graves aux libertés de la presse dans le monde, vient de publier la liste d'une dizaine de cas les plus graves à travers le monde pour le mois d'août.
La coalition One Free Press réunit des éditeurs du monde entier qui souhaitent mettre en avant les journalistes dont la liberté est menacée ou qui sont poursuivis, voire assassinés, en publiant chaque mois la liste des 10 cas les plus graves. Cette prise de parole commune veut aussi montrer le courage des journalistes dont les voix sont réduites au silence. Pour le mois d'aout 2020 la coalition a publié une liste des dix cas les plus graves de journalistes emprisonnés ou qui ont mystérieusement disparus à l'image du journaliste américain Austin Tie disparu en Syrie, la liste comprend d'autres journalistes de plusieurs nationalités notamment le journaliste marocain Omar Radi emprisonné injustement par le royaume chérifien le 29 juillet dernier.
Il est à souligner que l'Algérie n'a jamais figurée dans le rapport mensuel de la coalition « One Free Press » qui dénonce les atteintes à la liberté de la presse, en dépit des accusations de certaines ONG, envers l'Algérie d'emprisonner des journalistes, comme ce fut le cas pour le journaliste Khaled Drareni, qui a été arrêté le 7 mars dernier, lors d'une manifestation du hirak, le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed lui avait requis 4 ans de prison ferme, 100 000 dinars d'amende et 4 ans de privation des droits civiques, en attente de la décision du juge.

S. O. B.



PRÉTENDUE FUITE À L'ÉTRANGER DU GÉNÉRAL SOUAB

Le Ministère de la défense nationale dément

LE MINISTÈRE de la Défense nationale (MDN) a démenti «catégoriquement», hier mercredi dans un communiqué , des informations véhiculées par des «pseudo-journalistes» prétendant que le Général-Major Meftah Souab, ancien Commandant de la 2e Région militaire, serait «en fuite dans un pays européen et qu'il fait l'objet de poursuites judiciaires en Algérie».
«Certains individus, en fuite à l'étranger, qui s'adonnent à la désinformation et à la diffamation, ont diffusé des informations mensongères conçues dans leur imaginaire prétendant que le Général-Major Meftah Souab, ancien Commandant de la 2e Région militaire était en fuite dans l'un des pays européens et qu'il fait l'objet de poursuite judiciaire en Algérie», précise le communiqué.
La même source «tient à souligner que le Général-Major Meftah Souab a bénéficié d'une prise en charge par les services de la santé et du social du ministère de la Défense nationale, pour des soins médicaux au niveau de l'un des hôpitaux d'un pays européen depuis février 2020 et qu'il n'a jamais quitté cet hôpital pour des soins dans un autre pays jusqu'à son retour en Algérie, hier 04 août 2020, après que ses médecins traitants lui ont préconisé de poursuivre son traitement à l'hôpital central de l'Armée Mohamed Seghir Nekkache à Aïn Naâdja».
Le MDN «dément catégoriquement ces allégations véhiculées par ces pseudo-journalistes, eux-mêmes poursuivis par la justice algérienne et en état de fuite à l'étranger, qui s'adonnent aux pratiques du chantage et de la désinformation pour induire en erreur et orienter l'opinion publique servant leurs objectifs malsains».
Il condamne «fermement» ces pratiques «pernicieuses» et prendra «les mesures juridiques adéquates pour poursuivre ces individus en justice», conclut le communiqué.

S. N.